

Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brazil.

Faço saber aos que a presente Carta de Ratificação virem, que, entre os Estados Unidos do Brazil e os paizes representados na Conferencia Radio-telegraphica Internacional, realizada em Londres no anno de 1912, foram concluidos e assignados, pelos respectivos Delegados, em 5 de Julho do mesmo anno, uma Convenção Radió-telegraphica, um Protocollo final e o respectivo Regulamento de Serviço; os quaes são do teor seguinte:

Convention Radiotélégraphique Internationale conclue entre la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats Britanniques, l'Union de l'Afrique du Sud, la Fédération Australienne, le Canada, les Indes Britanniques, la Nouvelle-Zélande, l'Allemagne et les Protectorats Allemands, les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche, la Hongrie, la Bosnie-Herzégovine, la Belgique, le Congo Belge, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Egypte, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France et l'Algérie, l'Afrique Occidentale Française, l'Afrique Equatoriale Française, l'Indo-Chine, le Madagascar, la Tunisie, la Grèce, l'Italie et les Colonies Italiennes, le Japon et Chosen, Formose, Sakhalin Japonnais et le territoire loué de Kwantung, le Maroc, le Monaco, la Norvège, les Pays-Bas, les Indes Néerlandaises et la Colonie de Curaçao, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie et les Possessions et Protectorats Russes, la République de Saint-Marin, le Siam, la Suède, la Turquie et l'Uruguay.

LES soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Londres, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante:

ARTICLE 1^{er}

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention dans toutes les stations radiotélégraphiques (stations côtières et stations de bord) qui sont établies ou exploitées par les Parties Contractantes et ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer.

Elles s'engagent, en outre, à imposer l'observation de ces dispositions aux exploitations privées autorisées, soit à établir ou à exploiter des stations côtières radiotélégraphiques ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer, soit à établir ou à exploiter des stations radiotélégraphiques ouvertes ou non au service de la correspondance publique à bord des navires qui portent leur pavillon.

ARTICLE 2.

Est appelée station côtière toute station radiotélégraphique établie sur terre ferme ou à bord d'un navire ancré à demeure et utilisée pour l'échange de la correspondance avec les navires en mer.

Toute station radiotélégraphique établie sur un navire autre qu'un bateau fixe est appelée station de bord.

ARTICLE 3.

Les stations côtières et les stations de bord sont tenues d'échanger réciproquement les radiotélégrammes sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations.

Chaque station de bord est tenue d'échanger les radiotélégrammes avec toute autre station de bord sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du présent article n'empêchent pas l'emploi éventuel d'un système radiotélégraphique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

ARTICLE 4.

Nonobstant les dispositions de l'article 3, une station peut être affectée à un service de correspondance publique restreinte déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 5.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à faire relier les stations côtières au réseau télégraphique par des fils spéciaux, ou, tout au moins, à prendre d'autres mesures assurant un échange rapide entre les stations côtières et le réseau télégraphique.

ARTICLE 6.

Les Hautes Parties Contractantes se donnent mutuellement connaissance des noms des stations côtières et des stations de bord visées à l'article 1er, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radiotélégraphiques qui seront spécifiés dans le règlement.

ARTICLE 7.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que dans les stations visées à l'article 1er, indépendamment de l'installation dont les indications sont publiées conformément à l'article 6, d'autres dispositifs soient établis et exploités en vue d'une transmission radiotélégraphique spéciale sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

ARTICLE 8.

L'exploitation des stations radiotélégraphiques est organisée, autant que possible, de manière à ne pas troubler le service d'autres stations de l'espèce.

ARTICLE 9.

Les stations radiotélégraphiques sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 10.

La taxe d'un radiotélégramme comprend, selon le cas :

1. — (a.) La taxe côtière qui appartient à la station côtière;

(b.) La taxe de bord qui appartient à la station de bord;

2. La taxe pour la transmission sur les lignes télégraphiques, calculée d'après les règles ordinaires;

3. Les taxes de transit des stations côtières ou de bord intermédiaires et les taxes afférentes aux services spéciaux demandés par l'expéditeur.

Le taux de la taxe côtière est soumis à l'approbation du Gouvernement dont dépend la station côtière; celui de la taxe de bord, à l'approbation du Gouvernement dont dépend le navire.

ARTICLE 11.

Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un Règlement qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention.

Les prescriptions de la présente Convention et du Règlement y relatif peuvent être à tout époque modifiées d'un commun accord par les Hautes Parties Contractantes. Des conférences de plénipotentiaires ayant le pouvoir de modifier

la Convention et le Règlement auront lieu périodiquement; chaque conférence fixera elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

ARTICLE 12.

Ces conférences sont composées de délégués des Gouvernements des pays contractants.

Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

Si un Gouvernement adhère à la Convention pour ses colonies, possessions ou protectorats, les conférences ultérieures peuvent décider que l'ensemble ou une partie de ces colonies, possessions ou protectorats est considérée comme formant un pays pour l'application de l'article précédent. Toutefois le nombre des voix dont dispose un Gouvernement y compris ses colonies, possessions ou protectorats, ne peut dépasser six.

Sont considérés comme formant un seul pays pour l'application du présent article : —

- L'Afrique Orientale Allemande;
- L'Afrique Allemande du Sud-Ouest;
- Le Cameroun;
- Le Togo;
- Les Protectorats Allemands du Pacifique;
- L'Alaska;
- Hawaï et les autres possessions Américaines de la Polynésie;
- Les Iles Philippines;
- Porto-Rico et les possessions Américaines dans les Antilles;

- La zone du Canal de Panama;
- Le Congo Belge;
- La Colonie Espagnole du Golfe de Guinée;
- L'Afrique Occidentale Française;
- L'Afrique Equatoriale Française;
- L'Indo-Chine;
- Madagascar;
- La Tunisie;
- L'Union de l'Afrique du Sud;
- La Fédération Australienne;
- Le Canada;
- Les Indes Britanniques;
- La Nouvelle-Zélande;
- L'Erythrée;
- La Somalie Italienne;
- Chosen, Formose, le Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoun;
- Les Indes Néerlandaises;
- La Colonie de Curaçao;
- L'Afrique Occidentale Portugaise;
- L'Afrique Orientale et Portugaise et les possessions Portugaises Asiatiques;
- L'Asie Centrale Russe (littoral de la Mer Caspienne);
- Boukhara;
- Khiva;
- La Sibirie occidentale (littoral de l'Océan glacial);
- La Sibirie orientale (littoral de l'Océan Pacifique).

ARTICLE 13.

Le Bureau international de l'Union télégraphique est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la radiotélégraphie, d'instruire les demandes de modification à la Convention et au Règlement, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt de la radiotélégraphie internationale.

Les frais de cette institution sont supportés par tous les pays contractants.

ARTICLE 14.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles elle admet les radiotélégrammes en provenance ou à destination d'une station, soit de bord, soit côtière, qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente Convention.

Si un radiotélégramme est admis, les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

Il est donné cours à tout radiotélégramme provenant d'une station de bord et reçu par une station côtière d'un pays contractant ou accepté en transit par l'administration d'un pays contractant.

Il est également donné cours à tout radiotélégramme à destination d'un navire, si l'administration d'un pays contractant en a accepté le dépôt ou si l'administration d'un pays contractant l'a accepté en transit d'un pays non contractant, sous réserve du droit de la station côtière de refuser la transmission à une station de bord relevant d'un pays non contractant.

ARTICLE 15.

Les dispositions des articles 8 et 9 de cette Convention sont également applicables aux installations radiotélégraphiques autres que celles visées à l'article 1er.

ARTICLE 16.

Les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des Gouvernements contractants au sein duquel la dernière conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente Convention et admission à tous les avantages y stipulés.

L'adhésion à la Convention du Gouvernement d'un pays ayant des colonies, possessions ou protectorats ne comporte pas l'adhésion de ses colonies, possessions ou protectorats, à moins d'une déclaration à cet effet de la part de ce Gouvernement. L'ensemble de ces colonies, possessions et protectorats ou chacun d'eux séparément peut faire l'objet d'une adhésion distincte ou d'une adhésion distincte dans les conditions prévues au présent article et à l'article 22.

ARTICLE 17.

Les dispositions des articles 1er, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12 et 17 de la Convention Télégraphique Internationale de Saint-Petersbourg du 10 (22) juillet, 1875, sont applicables à la radiotélégraphie internationale.

ARTICLE 18.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs Gouvernements contractants relativement à l'interprétation ou à l'exécution, soit de la présente Convention, soit du Règlement prévu par l'article 11, la question en litige peut d'un commun accord être soumise à un jugement arbitral. Dans ce cas, chacun des Gouvernements en cause en choisit un autre non intéressé dans la question.

La décision des arbitres est prise à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, un autre Gouvernement contractant également désintéressé dans le litige. A défaut d'une entente concernant ce choix, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé; il est tiré au sort entre les Gouvernements proposés. Le tirage au sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le Bureau International prévu à l'article 13.

ARTICLE 19.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 20.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs pays relativement à l'objet de la présente Convention.

ARTICLE 21.

Les Hautes Parties Contractantes conservent leur entière liberté relativement aux installations radiotélégraphiques non prévues à l'article 1er et, notamment, aux installations navales et militaires ainsi qu'aux stations assurant des communications entre points fixes. Toutes ces installations et stations restent soumises uniquement aux obligations prévues aux articles 8 et 9 de la présente Convention.

Toutefois, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique maritime, elles se conforment, pour l'exécution de ce service, aux prescriptions du Règlement en ce qui concerne le mode de transmission et la comptabilité.

Si, d'autre part, des stations côtières assurent, en même temps que la correspondance publique avec les navires en mer, des communications entre points fixes, elles ne sont pas soumises, pour l'exécution de ce dernier service, aux dispositions de la Convention, sous réserve de l'observation des articles 8 et 9 de cette Convention.

Cependant les stations fixes qui font de la correspondance entre terre et terre ne doivent pas refuser l'échange de radiotélégrammes avec une autre station fixe à cause du système adopté par cette station; toutefois la liberté de chaque pays reste entière en ce qui concerne l'organisation du service de la correspondance entre points fixes et la détermination des correspondances à faire par les stations affectées à ce service.

ARTICLE 22.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1er juillet, 1913, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouvernement au nom duquel elle a été faite. Pour les autres Parties Contractantes, la Convention reste en vigueur.

ARTICLE 23.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Londres dans le plus bref délai possible.

Dans le cas où une ou plusieurs des Hautes Parties Contractantes ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les parties qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement britannique et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Londres, le 5 juillet, 1912.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats Britanniques:

J. B. BINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:
RICHARD SOLOMON.

Pour la Fédération Australienne:
CHARLES BRIGHT.

Pour le Canada:
G. J. DESBARATS.

Pour les Indes Britanniques:
H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pour la Nouvelle-Zélande:
G. WRAY PALLISER.

Pour l'Allemagne et les Protectorats Allemands:
B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
DR. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETSCH.
DR. EMIL KRAUSS.
F. ELTZ.

Pour les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.

LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, Jr.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pour la République Argentine:
VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pour l'Autriche:
DR. FRITZ RITTER WAGNER von JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEHL von O. TRENN.

Pour la Hongrie:
CHARLES FOLLERY.
DR. DE HENNYEY.

Pour la Bosnie-Herzégovine
H. GOBINGER, G.M.
ADOLF DANINGER.
A. CIGOLI.
ROMULO VIO.

Pour la Belgique:
J. BANNEUX.
DELATINE.

Pour le Congo Belge:
ROBERT B. GOLDSCHMIDT

Pour le Brésil:
DR. FRANCISCO BHERING.

Pour la Bulgarie:
IV. STOYANOVITCH.

Pour le Chili:
C. E. RICKARD.

Pour le Danemark:
N. MEYER.
J. A. VOITZ.
R. N. A. FAHER.
T. P. KRARUP.

Pour l'Egypte:
J. S. LIDDELL.

Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles:
JACOB GARCIA ROURE.
JEAN DE CARRANZA y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAMES JANER ROBINSON.

Pour la France et l'Algérie:
A. FROUIN.

Pour l'Afrique Occidentale Française:
A. DUCHENE.

Pour l'Afrique Equatoriale Française:
A. DUCHENE.

Pour l'Indo-Chine:
A. DUCHENE.

Pour Madagascar:
A. DUCHENE.

Pour la Tunisie:
ET. DE FELCOU.

Pour la Grèce:
S. DOSIOS.

Pour l'Italie et les Colonies Italiennes:
PROF. A. BATTIELLI.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoun:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Pour le Maroc:
MOHAMMED-EL-KABADI.
U. ASENSIO.

Pour Monaco:
FR. ROUSSEL.

Pour la Norvège:
HEFTYE.
K. A. KNUDSSON.

Pour les Pays-Bas:
G. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pour les Indes Néerlandaises et la Colonie de Curaçao:
PERK.
P. VAN DER GOOT.

Pour la Perse:
MIRZA ABDUL GHAFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies Portugaises:
ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie:
C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats Russes:
N. DE ETTER.
P. OSSADITCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. IMITREFF.
D. SOKOLSTOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin:
ARTURO SERENA.

Pour le Siam:
LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pour la Suède:
RYDIN.
HAMILTON.

Pour la Turquie:
M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pour l'Uruguay:
FED. R. VIDIELLA.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention arrêtée par la Conférence radiotélégraphique internationale de Londres, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

La nature exacte de l'adhésion notifiée de la part de la Bosnie-Herzégovine n'étant pas encore déterminée, il est reconnu qu'une voix est attribuée à la Bosnie-Herzégovine, une décision devant intervenir ultérieurement sur le point de savoir si cette voix lui appartient en vertu du second para-

graphie de l'article 12 de la Convention, ou si cette voix lui est accordée conformément aux dispositions du troisième paragraphe de cet article.

II.

Il est pris acte de la déclaration suivante:

La délégation des Etats-Unis déclare que son Gouvernement se trouve dans la nécessité de s'abstenir de toute action concernant les tarifs, parce que la transmission des radiotélégrammes ainsi que celle des télégrammes dans les Etats-Unis est exploitée, soit entièrement, soit en partie, par des compagnies commerciales ou particulières.

III.

Il est également pris acte de la déclaration suivante: —

Le Gouvernement du Canada se réserve la faculté de fixer séparément, pour chacune de ses stations côtières, une taxe maritime totale pour les radio-télégrammes originaires de l'Amérique du Nord et destinés à un navire quelconque, la taxe côtière s'élevant aux trois cinquièmes et la taxe de bord aux deux cinquièmes de cette taxe totale.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement Britannique et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Londres, le 5 juillet, 1912.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats Britanniques:

H. BADINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:
RICHARD SOLOMON.

Pour la Fédération Australienne:
CHARLES BRIGHT.

Pour le Canada:
G. J. DESBARATS.

Pour les Indes Britanniques:
H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pour la Nouvelle-Zélande:
C. WRAY PALLISER.

Pour l'Allemagne et les Protectorats Allemands:

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
DR. KARL STRECKER.
SHRADER.
GOETSCH.
DR. EMIL KRAUSS.
F. IELTIZ.

Pour les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, JR.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pour la République Argentine:
VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pour l'Autriche:

DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL VON OSTHEIM.

Pour la Hongrie:

CHARLES FOLLEET.
DR. DE HENNYEY.

Pour la Bosnie-Herzégovine:

H. GOINGER, G.M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pour la Belgique:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pour le Congo Belge:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pour le Brésil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pour la Bulgarie:

IV. STOYANOVITCH.

Pour le Chili:

C. E. RICKARD.

Pour le Danemark:

N. MEYER.
J. A. VOHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pour l'Egypte:

J. S. LIDDELL.

Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pour la France et l'Algérie:

A. FROUIN.

Pour l'Afrique Occidentale Française:

A. DUCHENE.

Pour l'Afrique Equatoriale Française:

A. DUCHENE.

Pour l'Indo-Chine:

A. DUCHENE.

Pour Madagascar:

A. DUCHENE.

Pour la Tunisie:

ET. DE FELCOURT.

Pour la Grèce:

C. DOSIOS.

Pour l'Italie et les Colonies Italiennes:

PROF. A. BATTELLI.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoung:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RUIJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Pour le Maroc:

MOHAMMED-EL-KABADJ.
U. ASEN-IO.

Pour Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pour la Norvège:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSON.

Pour les Pays-Bas:

G. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pour les Indes Néerlandaises et la Colonie de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pour la Perse:

MIRZA ARBUL GHAFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies Portugaises:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie:

C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats Russes:

N. DE ETTER.
P. OSSADITCHY.
A. EULER.
SEIKUREVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
S. STACHATNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin:

ARTURO SERENA.

Pour le Siam:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pour la Suède:

RYDIN.
HAMILTON.

Pour la Turquie:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI

Pour l'Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

REGLEMENT DE SERVICE ANNEXE A LA CONVENTION RADIOTELEGRAPHIQUE INTERNATIONALE

1. Organisation des Stations radiotélégraphiques

ARTICLE 1er

Le choix des appareils et des dispositifs radiotélégraphiques à employer par les stations côtières et les stations de bord est libre. L'installation de ces stations doit répondre, autant que possible, aux progrès scientifiques et techniques.

ARTICLE 2.

Deux longueurs d'onde, l'une de 600 mètres et l'autre de 300 mètres, sont admises pour le service de la correspondance publique générale. Toute station côtière ouverte à ce service doit être équipée de façon à pouvoir utiliser ces deux longueurs d'onde, dont l'une est désignée comme la longueur d'onde normale de la station. Pendant toute la durée de son ouverture chaque station côtière doit être en état de recevoir les appels faits au moyen de sa longueur d'onde normale.

Toutefois, pour les correspondances visées au paragraphe 2 de l'article 35, il est fait usage d'une longueur d'onde de 1,800 mètres. En outre, chaque Gouvernement peut autoriser l'emploi, dans une station côtière, d'autres longueurs d'onde destinées à assurer un service de correspondance publique générale et établi conformément aux dispositions de la Convention, sous la réserve que ces longueurs d'onde ne dépassent pas 600 mètres ou qu'elles soient supérieures à 1,600 mètres. En particulier, les stations utilisées exclusivement pour l'envoi de signaux destinés à déterminer la position des navires ne doivent pas employer des longueurs d'onde supérieures à 150 mètres.

ARTICLE 3.

1. Toute station de bord doit être équipée de façon à pouvoir se servir des longueurs d'onde de 600 mètres et de 300 mètres. La première est la longueur d'onde normale, et ne peut être dépassée dans la transmission, hormis le cas de l'article 35 (paragraphe 2).

Il peut être fait usage d'autres longueurs d'ondes inférieures à 600 mètres, dans des cas spéciaux, et moyennant l'approbation des administrations dont dépendent les stations côtières et les stations de bord intéressées.

2. Pendant toute la durée de son ouverture chaque station de bord doit pouvoir recevoir les appels effectués au moyen de sa longueur d'onde normale.

3. Les navires ont le droit d'utiliser la longueur d'onde de 600 mètres pour la transmission peuvent être autorisés à employer exclusivement la longueur d'onde de 300 mètres; ils doivent être en mesure de recevoir au moyen de la longueur d'onde de 600 mètres.

ARTICLE 4.

Les communications entre une station côtière et une station de bord, ou entre deux stations de bord, doivent être échangées de part et d'autre au moyen de la même longueur d'onde. Si, dans un cas particulier, la communication est difficile, les deux stations peuvent, d'un commun accord, passer de la longueur d'onde au moyen de laquelle elles correspondent à l'autre longueur d'onde réglementaire. Les deux stations reprennent leurs longueurs d'onde normales lorsque l'échange radiotélégraphique est terminé.

ARTICLE 5.

1. Le Bureau international dresse, publie et revise périodiquement une carte officielle mentionnant les stations côtières, leurs portées normales, les principales lignes de navigation et le temps employé normalement par les navires pour la traversée entre les divers ports d'atterrissage.

2. Il établit et publie une nomenclature des stations radiotélégraphiques visées à l'article 1er de la Convention, ainsi que des suppléments périodiques pour les additions et modifications. Cette nomenclature donne pour chaque station les renseignements suivants:

(1.) Pour les stations côtières: le nom, la nationalité et la position géographique indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude du lieu; pour les stations de bord: le nom et la nationalité du navire; le cas échéant, le nom et l'adresse de l'exploitant;

(2.) L'indicatif d'appel (les indicatifs doivent être différenciés les uns des autres, et chacun doit être formé d'un groupe de trois lettres);

(3.) La portée normale;

(4.) Le système radiotélégraphique avec les caractéristiques du système d'émission (étincelles musicales, tonalité exprimée par le nombre de vibrations doubles, etc.);

(5.) Les longueurs d'onde utilisées (la longueur d'onde normale est soulignée);

(6.) La nature des services effectués;

(7.) Les heures d'ouverture;

(8.) Le cas échéant, l'heure et le mode d'envoi des signaux horaires et des télégrammes météorologiques;

(9.) La taxe côtière ou de bord.

3. Sont compris également dans la nomenclature les renseignements relatifs aux stations radiotélégraphiques autres que celles visées à l'article 1er de la Convention qui sont communiquées au Bureau international par l'administration dont dépendent ces stations, pourvu qu'il s'agisse, soit d'administrations adhérentes à la Convention, soit d'administrations non adhérentes, mais ayant fait la déclaration prévue à l'article 48.

4. Les notations suivantes sont adoptées dans les documents à l'usage du service international pour désigner les stations radiotélégraphiques:

- P.G. station ouverte à la correspondance publique générale;
 P.H. station ouverte à la correspondance publique restreinte;
 P. station d'intérêt privé;
 O. station ouverte seulement à la correspondance officielle;
 N. station ayant un service permanent;
 X. station n'ayant pas de vacations déterminées.
 6. Le nom d'une station de bord indiqué à la première colonne de la Nomenclature doit être suivi, en cas d'homonymie, de l'indicatif d'appel de cette station.

ARTICLE 6.

L'échange de signaux et de mots superflus est interdit aux stations visées à l'article 1er de la Convention. Des essais et des exercices ne sont tolérés dans ces stations qu'autant qu'ils ne troublent point le service d'autres stations.
 Les exercices doivent être effectués avec des longueurs d'onde différentes de celles admises pour la correspondance publique, et avec le minimum de puissance nécessaire.

ARTICLE 7.

1. Toutes les stations sont tenues d'échange: le trafic avec le minimum d'énergie nécessaire pour assurer une bonne communication.
 2. Toute station côtière ou de bord doit satisfaire aux conditions suivantes:

(a.) Les ondes émises doivent être aussi pures et aussi peu amorties que possible.
 En particulier, l'usage de dispositifs transmetteurs dans lesquels la production des ondes émises est obtenue en déchirant directement l'antenne par étincelles (circuit à arcs) n'est pas autorisé, sauf dans les cas de détresse.

(b.) Les appareils doivent être admis pour certaines stations spéciales (par exemple, celles des petits bateaux) dans lesquelles la puissance primaire ne dépasse pas 50 watts.

(c.) Les installations nouvelles mettant en jeu une énergie de plus de 50 watts seront équipées de telle sorte qu'il soit possible d'obtenir facilement plusieurs portées inférieures à environ 15 milles nautiques.

(d.) Les installations anciennes étant de 15 milles nautiques de plus de 50 watts, seront transformées en jeu une énergie de manière à satisfaire aux prescriptions précédentes.

(e.) Les appareils récepteurs doivent permettre de recevoir, avec le maximum possible de protection contre les perturbations, les transmissions sur les longueurs d'onde prévues au présent Règlement, jusqu'à 600 mètres.

3. Les stations servant exclusivement à déterminer la position des navires (radiophares) ne doivent pas opérer dans un rayon supérieur à 30 milles nautiques.

ARTICLE 8.

Indépendamment des conditions générales spécifiées à l'article 7, les stations de bord doivent également satisfaire aux conditions suivantes:

(a.) La puissance transmise à l'appareil radiotélégraphique mesurée aux bornes de la génératrice de la station ne doit pas dans les circonstances normales dépasser 1 kilowatt.

(b.) Sous réserve des prescriptions de l'article 35, paragraphe 2, une puissance supérieure à 1 kilowatt peut être employée, si le navire se trouve dans la nécessité de correspondre à une distance de plus de 200 milles nautiques de la station côtière la plus rapprochée, ou si, par suite de circonstances exceptionnelles, la communication ne peut être réalisée qu'au moyen d'une augmentation de puissance.

ARTICLE 9.

Aucune station de bord ne peut être établie ou exploitée par une entreprise privée sans une licence délivrée par le Gouvernement dont dépend le navire.

Les stations à bord des navires ayant leur port d'attache dans une colonie possédant ou protectorat peuvent être désignées comme dépendant de l'autorité de cette colonie, possession ou protectorat.

2. Toute station de bord titulaire d'une licence délivrée par l'un des Gouvernements contractants doit être considérée par les autres Gouvernements comme ayant une installation remplissant les conditions prévues par le présent Règlement.

Les autorités compétentes des pays où le navire fait escale peuvent exiger la production de la licence. A défaut de cette production, ces autorités peuvent s'assurer que les installations radiotélégraphiques du navire satisfont aux conditions imposées par le présent Règlement.

Lorsqu'une administration reconnaît par la pratique qu'une station de bord ne remplit pas ces conditions, elle doit, dans tous les cas, adresser une réclamation à l'administration du pays dont dépend le navire. Il est ensuite procédé, le cas échéant, comme le prescrit l'article 12, paragraphe 2.

ARTICLE 10.

1. Le service de la station de bord doit être assuré par un télégraphiste possesseur d'un certificat délivré par le Gouvernement dont dépend le navire, ou, en cas d'urgence et adhérent.

Il y a deux classes de certificats: —
 Celui de première classe constate la valeur professionnelle du télégraphiste en ce qui concerne:

(a.) Le réglage des appareils et la reconnaissance de leur fonctionnement.

(b.) La transmission et la réception auditive à une vitesse qui ne doit pas être inférieure à vingt mots par minute.

(c.) La connaissance des règlements applicables à l'échange des communications radiotélégraphiques.

Le certificat de seconde classe peut être délivré à un télégraphiste n'atteignant qu'une vitesse de transmission et de réception de douze et dix-neuf mots par minute, tout en satisfaisant aux autres conditions susmentionnées. Les télégraphistes possesseurs d'un certificat de seconde classe peuvent être admis:

(a.) Sur les navires qui n'emploient la radiotélégraphie que pour leur service propre et pour la correspondance de l'équipage, en particulier sur les bateaux de pêche.

(b.) Sur tous les navires, à titre de suppléants, pourvu qu'ils possèdent un certificat de première classe.

2. Le service doit être assuré par au moins deux télégraphistes possesseurs de certificats de première classe.

Dans les stations de bord, les transmissions ne pourront être faites que par un télégraphiste muni d'un certificat de première ou de seconde classe. L'exception faite des cas d'urgence où il serait impossible de se conformer à cette disposition.

3. En outre, le certificat constate que le Gouvernement a soumis le télégraphiste à l'obligation du secret des correspondances.

4. Le service radiotélégraphique de la station de bord navire, est placé sous l'autorité supérieure du commandant du navire.

ARTICLE 11.

Les navires dotés d'installations radiotélégraphiques et classés dans les deux premières catégories indiquées à l'article 13 sont tenus d'avoir des installations radiotélégraphiques de secours dont tous les éléments sont placés dans des conditions de sécurité aussi grandes que possible et à déterminer par le Gouvernement qui délivre la licence.

Ces installations doivent pouvoir disposer d'une source d'énergie qui leur fournisse pendant six heures au moins et avoir une portée minima de 80 milles nautiques pour les navires de la première catégorie et de 50 milles pour ceux de la deuxième catégorie.

Cette installation de secours n'est pas exigée pour les navires dont l'installation normale remplit les conditions du présent article.

ARTICLE 12.

1. Si une administration a connaissance d'une infraction à la Convention ou au Règlement commis dans une des stations qu'elle a autorisées, elle constate les faits et fixe les responsabilités.

En ce qui concerne les stations de bord, si la responsabilité incombe au télégraphiste, l'administration prend les mesures nécessaires, et, le cas échéant, retire le certificat.

Si il est constaté que l'infraction résulte de l'état des appareils, ou d'instructions données au télégraphiste, il est procédé de même à l'égard de la licence accordée au navire.

2. Dans le cas d'infractions réitérées à la charge du même navire, si les représentations faites à l'administration dont dépend le navire par une autre administration restent sans effet, celle-ci a la faculté, après en avoir donné avis, d'autoriser ces stations côtières à ne pas accepter les communications provenant du navire en cause.

En cas de différend entre les deux administrations, la question est soumise à un jugement arbitral à la demande de l'un des Gouvernements intéressés. La procédure est indiquée à l'article 18 de la Convention.

Scanned with CamScanner

radiotélégrammes originaux de navires, tant pour la transmission que pour les communications internationales. Toutefois, le radiotélégramme est requis totalement ou partiellement, soit dans une des langues du pays de destination, soit dans une des langues du pays d'origine de navires, soit dans un télégramme contenant des réunions ou des altérations de renseignements à l'usage de cette langue ou de la radiotélégraphie de bord de la destination suivant le cas, à la faculté de recourir au refus de paiement, le radiotélégramme peut être arrêté.

6. Transmission des Radiotélégrammes.

(a.) Signaux de Transmission.

ARTICLE 20.

Les signaux employés sont ceux du Code Morse international.

ARTICLE 21.

Les navires en détresse font usage du signal suivant: répété à de courts intervalles, suivi des indications nécessaires.

Dès qu'une station perçoit le signal de détresse, elle doit suspendre toute correspondance et ne la reprendre qu'après avoir acquis la certitude que la communication motivée par l'appel de secours est terminée.

Les stations qui perçoivent un appel de détresse doivent se conformer aux indications données par le navire qui fait leur cessation.

Dans le cas où à la fin de la série des appels de secours sont ajoutés l'indicatif d'appel d'une station déterminée, la réponse à l'appel n'appartient qu'à cette dernière station, à moins que celle-ci ne réponde pas. A défaut de l'indication d'une station déterminée dans l'appel de secours, chaque station qui perçoit cet appel est tenue d'y répondre.

ARTICLE 22.

Pour donner ou demander des renseignements concernant le service radiotélégraphique, les stations doivent faire usage des signaux contenus dans la liste annexée au présent Règlement.

(b.) Ordre de Transmission

ARTICLE 23.

Entre deux stations, les radiotélégrammes de même rang sont transmis isolément dans l'ordre alternatif ou par séries selon l'ordre de priorité. L'indication de la station côtière à la condition que la durée de la transmission de chaque série ne dépasse pas quinze minutes.

(c.) Appel des Stations et Transmission des Radiotélégrammes.

ARTICLE 24.

1. En règle générale, c'est la station de bord qui appelle la station côtière, qu'elle ait ou non à transmettre des radiotélégrammes.

2. Dans les eaux où le trafic radiotélégraphique est intense (La Manche, etc.), l'appel d'un navire à une station côtière ne peut, en règle générale, s'effectuer que si cette dernière se trouve dans la portée normale de la station de bord et lorsque celle-ci arrive à une distance inférieure à 75 pour cent de la portée normale de la station côtière.

3. Avant de procéder à un appel, la station côtière ou la station de bord doit régler le plus sensiblement possible son système récepteur et s'assurer qu'aucune autre communication ne s'effectue dans son rayon d'action; s'il en est autrement, elle attend la première suspension, à moins qu'elle ne reconnaisse que son appel n'est pas susceptible de troubler les communications en cours. Il en est de même dans le cas où elle veut répondre à un appel.

4. Pour l'appel, toute station fait emploi de l'onde normale de la station à appeler.

5. Si, malgré ces précautions, une transmission radiotélégraphique est entravée, l'appel doit cesser à la première interruption. Cette station côtière ouverte à la correspondance publique doit alors indiquer la durée approximative de l'attente.

6. La station de bord doit faire connaître à chaque station côtière à laquelle elle a signalé sa présence le moment probable de l'interruption.

ARTICLE 25. 1. L'appel comporte le signal — — — — —, l'indicatif de la station appelée, émis trois fois, et le mot «des» suivi de l'indicatif de la station expéditrice, émis trois fois. 2. La station appelée répond en donnant le signal — — — — —, suivi de l'indicatif, émis trois fois, de la station correspondante, de son propre indicatif et du signal — — — — —. 3. Les stations qui désirent entrer en communication avec des navires, sans cependant connaître les noms de ceux qui se trouvent dans leur rayon d'action, peuvent employer le signal — — — — — (signal de recherche). Les dispositions des paragraphes 1 et 2 sont également applicables à la transmission du signal de recherche et à la réponse à ce signal.

ARTICLE 26.

Si une station appelée ne répond pas à la suite de l'appel (article 25) émis trois fois à des intervalles de deux minutes, la station faisant l'appel s'étant d'abord assurée du cours, qu'aucune communication radiotélégraphique n'est en cours.

ARTICLE 27.

Toute station qui doit effectuer une transmission nécessitant l'emploi d'une grande puissance émet d'abord trois fois le signal d'avertissement — — — — —, avec la puissance minimum nécessaire pour atteindre les stations voisines. Elle ne commence ensuite à transmettre avec la grande puissance que trente secondes après l'envoi du signal d'avertissement.

ARTICLE 28.

1. Aussitôt que la station côtière a répondu la station de bord lui fournit les renseignements qui suivent si elle a demandé les renseignements suivants: (a) La distance approximative, en milles nautiques, du navire à la station côtière; (b) La position du navire indiquée sous une forme concise et adaptée aux circonstances respectives; (c) Le prochain port auquel touchera le navire; (d) Le nombre de radiotélégrammes, s'ils sont de longue durée, ou le nombre de mots, si les messages ont une longueur exceptionnelle.

2. La vitesse du navire, en milles nautiques est indiquée spécialement à la demande expresse de la station côtière.

3. La station côtière répond en indiquant, comme il est dit au § 1, soit le nombre de télégrammes, soit le nombre de mots à transmettre au navire, ainsi que l'ordre de transmission.

4. Si la transmission ne peut avoir lieu immédiatement, la station côtière fait connaître à la station de bord la durée approximative de l'attente.

5. Si une station de bord appelée ne peut momentanément recevoir, elle informe la station appelante de la durée approximative de l'attente.

6. Dans les échanges entre deux stations de bord, il appartient à la station appelée de fixer l'ordre de transmission.

ARTICLE 29.

Lorsqu'une station côtière est saisie d'appels provenant de plusieurs stations de bord, elle décide de l'ordre dans lequel ces stations seront admises à échanger leurs correspondances. Pour régler cet ordre, la station côtière s'inspire uniquement de la nécessité de permettre à toute station intéressée d'échanger le plus grand nombre possible de radiotélégrammes.

ARTICLE 30.

Avant de commencer l'échange de la correspondance, la station côtière fait connaître à la station de bord si la transmission doit s'effectuer dans l'ordre alternatif ou par séries.

7. Elle commence ensuite la transmission ou fait suivre ces indications du signal — — — — —.

ARTICLE 31.

La transmission d'un radiotélégramme est précédée du signal — — — — — et terminée par le signal — — — — —, suivi de l'indicatif de la station expéditrice et du signal — — — — —.

8. Dans le cas d'une série de radiotélégrammes, l'indicatif de la station expéditrice et le signal — — — — — ne sont donnés qu'à la fin de la série.

ARTICLE 32.

Lorsque le radiotélégramme à transmettre contient plus de quarante mots, la station expéditrice interrompt la transmission.

sion par le signal . . . — . . . après chaque série de vingt mots environ, et elle ne reprend la transmission qu'après avoir obtenu de la station correspondante la réception du dernier mot bien reçu, suivi dudit signal, ou, si la réception est bonne, le signal.

Dans le cas de transmission par séries, l'accusé de réception est donné après chaque radiotélégramme.

Les stations côtières occupées à transmettre de longs radiotélégrammes doivent suspendre la transmission à la fin de chaque période de quinze minutes, et rester silencieuses de chaque période de quinze minutes avant de continuer la transmission.

Les stations côtières et de bord qui travaillent dans les conditions prévues à l'article 35, paragraphe 2, doivent suspendre le travail à la fin de chaque période de quinze minutes et faire l'écoute sur la longueur d'onde de 600 mètres pendant une durée de trois minutes avant de continuer la transmission.

ARTICLE 33.

1. Lorsque les signaux deviennent douteux, il importe d'avoir recours à toutes les ressources possibles pour l'achèvement de la transmission. A cet effet, le radiotélégramme est transmis trois fois au plus, à la demande de la station réceptrice. Si malgré cette triple transmission, les signaux sont toujours illisibles, le radiotélégramme est annulé. Si l'accusé de réception n'est pas reçu, la station transmettrice appelle de nouveau la station correspondante. Lorsqu'aucune réponse n'est fait après trois appels, la transmission n'est pas poursuivie. Dans ce cas, la station transmettrice a la faculté d'obtenir l'accusé de réception par l'intermédiaire d'une autre station radiotélégraphique, utilisant, le cas échéant, les lignes du réseau télégraphique.

2. Si la station réceptrice juge que, malgré une réception déficiente, le radiotélégramme peut être remis, elle inscrit à la fin du préambule la mention de service: «Réception douteuse» et donne cours au radiotélégramme. Dans ce cas, l'administration dont relève la station côtière réclame les taxes, conformément à l'article 42 du présent Règlement. Toutefois, si la station de bord transmet ultérieurement le radiotélégramme à une autre station côtière de la même administration, celle-ci ne peut réclamer que les taxes afférentes à une seule transmission.

(d.) Accusé de Réception et Fin du Travail.

ARTICLE 34.

1. L'accusé de réception se donne dans la forme prescrite par le Règlement Télégraphique International; il est précédé de l'indicatif de la station transmettrice et suivi de l'indicatif de la station réceptrice.

2. La fin du travail entre deux stations est indiquée par chacune d'elles au moyen du signal . . . — . . . — suivi de son propre indicatif.

(e.) Direction à donner aux Radiotélégrammes

ARTICLE 35.

1. En principe, la station de bord transmet ses radiotélégrammes à la station côtière la plus rapprochée.

Cependant si la station de bord peut choisir entre plusieurs stations côtières se trouvant à distances égales ou à peu près égales, elle donne la préférence à celle qui est établie sur le territoire du pays de destination ou de transit normal de ses radiotélégrammes.

2. Toutefois, un expéditeur à bord d'un navire a le droit d'indiquer la station côtière par laquelle il désire que son radiotélégramme soit expédié. La station de bord attend alors jusqu'à ce que cette station côtière soit la plus rapprochée.

Exceptionnellement la transmission peut s'effectuer à une station côtière plus éloignée, pourvu que:

(a.) Le radiotélégramme soit destiné au pays où est située cette station côtière et émane d'un navire dépendant de ce pays;

(b.) Pour les appels et la transmission, les deux stations utilisent une longueur d'onde de 1.800 mètres;

(c.) La transmission par cette longueur d'onde ne trouble pas une transmission effectuée, au moyen de la même longueur d'onde, par une station côtière plus rapprochée;

(d.) La station de bord se trouve à une distance de plus de 50 milles nautiques de toute station côtière indiquée dans la Nomenclature. La distance de 50 milles peut être réduite à 25 milles sous la réserve que la puissance maxima aux bornes de la génératrice n'exécède pas 5 kilowatts et que les stations de bord soient établies en conformité des articles 7 et 8. Cette réduction de distance n'est pas applicable dans

les mers, baies ou golfes dont les rives appartiennent à un seul pays et dont l'ouverture sur la haute mer a moins de 100 milles.

7. Remise des Radiotélégrammes à Destination

ARTICLE 36.

Lorsque pour une cause quelconque un radiotélégramme provenant d'un navire en mer et destiné à la terre ferme ne peut être remis au destinataire, il est émis un avis de non-remise. Cet avis est transmis à la station côtière qui a reçu le radiotélégramme primitif. Cette dernière, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis au navire, s'il est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une autre station côtière du même pays ou d'un pays voisin.

Lorsqu'un radiotélégramme parvenu à une station de bord ne peut être remis, cette station en fait part au bureau de la station de bord d'origine par avis de service. Dans le cas des radiotélégrammes émanant de la terre ferme, cet avis est transmis, autant que possible, à la station côtière par laquelle a transité le radiotélégramme, ou, le cas échéant, à une autre station côtière du même pays ou d'un pays voisin.

ARTICLE 37.

Si le navire auquel est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station côtière dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du huitième jour suivant, cette station côtière en donne avis au bureau d'origine, qui en informe l'expéditeur.

Celui-ci a la faculté de demander par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station côtière, que son radiotélégramme soit retenu pendant une nouvelle période de neuf jours pour être transmis au navire et ainsi de suite. A défaut d'une telle demande, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du neuvième jour (jour de dépôt non compris).

Cependant si la station côtière a la certitude que le navire est sorti de son rayon d'action avant qu'elle ait pu lui transmettre le radiotélégramme, elle en informe immédiatement le bureau d'origine, qui avise sans retard l'expéditeur. Toutefois, l'expéditeur peut, par avis de service taxé, demander à la station côtière de transmettre le radiotélégramme au plus prochain passage du navire.

8. Radiotélégrammes spéciaux.

ARTICLE 38.

Sont seuls admis :

1. Les Radiotélégrammes avec Réponse payée. — Ces radiotélégrammes portent, avec l'adresse, l'indication «réponse payée» ou «RP» complétée par la mention du montant payé d'avance pour la réponse, soit: «Réponse payée fr. X» ou «Rp fr. X».

Le bon de réponse émis à bord d'un navire donne la faculté d'expédier, dans la limite de sa valeur, un radiotélégramme à une destination quelconque à partir de la station de bord qui a émis ce bon.

2. Les Radiotélégrammes avec Collationnement;

3. Les Radiotélégrammes à remettre par. Exprimés. — Mais seulement dans les cas où le montant des frais d'express est perçu sur la destination. Les pays qui ne peuvent adopter ces radiotélégrammes doivent en faire la déclaration au Bureau International. Les radiotélégrammes à remettre par express avec frais perçus sur l'expéditeur peuvent être admis lorsqu'ils sont destinés au pays sur le territoire duquel se trouve la station côtière correspondante.

4. Les Radiotélégrammes à remettre par Poste;

5. Les Radiotélégrammes multiples;

6. Les Radiotélégrammes avec Accusé de Réception. — Mais seulement en ce qui concerne la notification de la date et de l'heure auxquelles la station côtière a transmis à la station de bord le télégramme adressé à cette dernière;

7. Les Avis de Service taxés. — Sauf ceux qui demandent une répétition ou un renseignement. Toutefois, tous les avis de service taxés sont admis sur le parcours des lignes télégraphiques;

8. Les Radiotélégrammes urgents. — Mais seulement sur le parcours des lignes télégraphiques et sous réserve de l'application du Règlement Télégraphique International.

ARTICLE 39.

Les radiotélégrammes peuvent être transmis par une station côtière à un navire ou par un navire à un autre na-

viene en vue d'une réexpédition par la voie postale à effectuer à partir d'un port d'atterrissage du navire réceptonnaire.

Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission radiotélégraphique.

L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée ainsi qu'il suit:

1. Indication taxée émise suivie du nom du port où le radiotélégramme doit être remis à la poste;
2. Nom et adresse complet du destinataire;
3. Nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste;

4. Le cas échéant, nom de la station côtière.
Exemple: Poste Buenos Aires Martinez 11 Calle Prat Valparaíso Avon Lizard.

La taxe comprend outre les taxes radiotélégraphiques et télégraphiques une somme de 25 centimes pour l'affranchissement postal du radiotélégramme.

9. Archives

ARTICLE 10.

Les originaux des radiotélégrammes, ainsi que les documents y relatifs retenus par les administrations, sont conservés avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret, au moins pendant quinze mois, à compter du jour où suit celui du dépôt des radiotélégrammes.

Ces originaux et documents sont, autant que possible, envoyés au moins une fois par mois, par les stations de bord, aux administrations dont elles relèvent.

10. Détaxes et Remboursements

ARTICLE 11.

1. En ce qui concerne les détaxes et remboursements il est fait application du Règlement Télégraphique International en tenant compte des restrictions indiquées aux articles 38 et 39 du présent Règlement, et sous les réserves suivantes:

Le temps employé à la transmission radiotélégraphique, ainsi que la durée du séjour du radiotélégramme dans la station côtière pour les radiotélégrammes à destination des navires, ou dans la station de bord pour les radiotélégrammes originaires des navires, ne comptent pas dans les délais concernant les détaxes et remboursements.

Si la station côtière fait connaître au bureau d'origine finalitaire, l'administration du pays d'origine provoque aussitôt le remboursement à l'expéditeur des taxes côtières et taxes remboursées n'entrent pas dans les comptes prévus par l'article 42, mais le radiotélégramme y est mentionné pour mémoire.

Le remboursement est supporté par les différentes administrations et exploitations privées qui ont participé à l'acheminement du radiotélégramme, chacune d'elles abandonnant ses parts aux articles 7 et 8 de la Convention de Saint-Petersbourg restant soumis aux dispositions du Règlement Télégraphique International, sauf lorsque l'acceptation de ces radiotélégrammes est le résultat d'une erreur de service.

2. Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme n'est pas parvenu à la station qui a transmis le message, la taxe n'est remboursée que lorsqu'il a été établi que le radiotélégramme donne lieu à remboursement.

11. Comptabilité.

ARTICLE 12.

1. Les taxes côtières et de bord n'entrent pas dans les comptes prévus par le Règlement Télégraphique International.

Les comptes concernant ces taxes sont liquidés par les administrations des pays intéressés. Ils sont établis par les administrations dont dépendent les stations côtières et comarques ou par elles aux administrations intéressées. Dans le cas où l'exploitation des stations côtières est indépendante de l'administration du pays, l'exploitant de ces stations peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'administration de ce pays.

2. Pour la transmission sur les lignes télégraphiques, le radiotélégramme est traité, au point de vue des comptes, conformément au règlement télégraphique.

3. Pour les radiotélégrammes originaires des navires, l'administration dont dépend la station côtière débite l'administration dont dépend la station de bord d'origine des taxes côtières et télégraphiques ordinaires des taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes côtières et télégra-

phiques perçues pour le colationnement, des taxes afférentes à la remise par express (dans le cas prévu par l'article 38) ou par poste et de celles perçues pour les copies supplémentaires (TM). L'administration dont dépend la station côtière, crédite, le cas échéant, par la voie des comptes télégraphiques et par l'intermédiaire des offices ayant participé à la transmission d's radiotélégrammes, l'administration dont dépend le bureau de destination, des taxes totales télégraphiques et des taxes relatives à la remise par express, relatives aux réponses payées. En ce qui concerne les taxes conformes au Règlement Télégraphique, il est procédé tiers d'après ce qui est considéré comme bureau télégraphique d'origine. Pour les radiotélégrammes à destination d'un pays situé au delà de celui auquel appartient la station côtière, les taxes télégraphiques à liquider conformément aux dispositions des annexes au Règlement Télégraphique, soit des dispositions spéciales conclues entre les administrations, soit des taxes qui pourraient être perçues, d'après les dispositions particulières des articles 23, § 1, et 27, § 1, du Règlement Télégraphique.

Pour les radiotélégrammes et les avis de service taxés à destination des navires, l'administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement par celle dont dépend la station côtière des taxes côtières et de bord, et crédite, s'il y a lieu de pays à pays, par la voie des comptes télégraphiques, jusqu'à l'administration dont dépend la station côtière. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste et aux copies supplémentaires, il est procédé conformément au Règlement Télégraphique. L'administration dont dépend la station côtière crédite celle dont dépend le navire destinataire de la taxe de bord, s'il y a lieu des taxes revenant aux stations de bord intermédiaires de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au colationnement, ainsi que des taxes perçues pour l'établissement de copies supplémentaires et pour la remise par poste.

Les avis de service taxés et les réponses payées elles-mêmes sont traités dans les comptes radiotélégraphiques, sous tous les rapports, comme les autres radiotélégrammes.

Pour les radiotélégrammes acheminés au moyen d'une ou de deux stations de bord intermédiaires, chacune de celles-ci débite la station de bord d'origine, et crédite d'un radiotélégramme provenant d'un navire, ou celle de destination, s'il de bord lui revenant pour le transit.

4. En principe, la liquidation des comptes afférents aux échanges entre stations de bord se fait directement entre les compagnies exploitant ces stations, la station d'origine étant débitée par la station de destination.

5. Les comptes mensuels servant de base à la comptabilité spéciale des radiotélégrammes sont établis radiotélégraphiquement et dans un délai de six mois à partir du mois auquel ils se rapportent.

6. Les Gouvernements se réservent la faculté de prendre entre eux et avec des compagnies privées (entrepreneurs d'exploitation, etc.) des arrangements spéciaux en vue de l'adoption d'autres dispositions concernant la comptabilité.

12. Bureau international

ARTICLE 13.

Les dépenses supplémentaires, résultant du fonctionnement du Bureau international, en ce qui concerne la radiotélégraphie, ne doivent pas dépasser 80,000 fr. par an, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'une Conférence internationale. Les administrations des Etats contractants sont, pour la contribution aux frais, réparties en six classes ainsi qu'il suit:

1^{re} classe:
Union de l'Afrique du Sud, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Alaska, Hawaï et les autres possessions américaines de la Polynésie, Îles Philippines, Porto Rico et les possessions américaines dans les Antilles, zone du Canal de Panama, République Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Canada, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Indes Britanniques, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Russie, Turquie.

2^e classe:

Espagne.

3^e classe:

Asie Centrale-Russe (littoral de la Mer Caspienne), Belgique, Chili, Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et la

ritoire loulé de Kwantoung, Indes Néerlandaises, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Sibérie Occidentale (littoral de l'Océan Glacial), Sibérie Orientale (littoral de l'Océan Pacifique), Suède.

4^e classe:

Afrique Orientale Allemande, Afrique Allemande du Sud-Ouest, Camérout, Togo, Protectorats Allemands du Pacifique, Danemark, Egypte, Indo-Chine, Mexique, Siam, Uruguay.

5^e classe:

Afrique Occidentale Française, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Grèce, Madagascar, Tunisie.

6^e classe:

Afrique Equatoriale Française, Afrique Occidentale Portugaise, Afrique Orientale Portugaise et possessions Asiatiques, Boukhara, Congo Belge, colonie de Curaçao, colonie Espagnole du Golfe de Guinée, Erythrée, Khiva, Maroc, Monaco, Corse, S. Marin, Somalie Italienne.

ARTICLE 41.

Les différentes administrations font parvenir au Bureau international un tableau conforme au modèle ci-joint et contenant les indications énumérées dans le dit tableau pour les stations visées à l'article 5 du Règlement. Les modifications survenues et les suppléments sont communiqués par les administrations au Bureau international du 1^{er} au 10 de chaque mois. A l'aide de ces communications, le Bureau international dresse la Nomenclature prévue par l'article 5. La Nomenclature est distribuée aux administrations intéressées. Elle peut également, avec les suppléments y relatifs, être vendue au public au prix de revient.

Le Bureau international veille à ce que l'adoption d'indications identiques pour les stations radiotélégraphiques soit évitée.

13. Transmissions météorologiques, horaires et autres

ARTICLE 45.

1. Les administrations prennent les dispositions nécessaires pour faire parvenir à leurs stations côtières les télégrammes météorologiques contenant les indications intéressant la région de ces stations. Ces télégrammes, dont le texte ne doit pas dépasser vingt mots, sont transmis aux navires qui en font la demande. La taxe de ces télégrammes météorologiques est portée au compte des navires destinataires.

2. Les observations météorologiques, faites par certains navires désignés à cet effet par le pays dont ils dépendent, peuvent être transmises une fois par jour, comme avis de services taxés, aux stations côtières autorisées à les recevoir par les administrations intéressées qui désignent également les bureaux météorologiques auxquels ces observations sont adressées par les stations côtières.

3. Les signaux horaires et les télégrammes météorologiques sont transmis à la suite les uns des autres de manière que la durée totale de leur transmission n'exède pas dix minutes. En principe, pendant cet envoi, toutes les stations radiotélégraphiques dont la transmission peut troubler la réception de ces signaux et télégrammes, font silence de façon à permettre à toutes les stations qui le désirent de recevoir ces télégrammes et signaux. Exception est faite pour les cas de détresse et les télégrammes d'Etat.

4. Les administrations facilitent la communication aux agences d'informations maritimes qu'elles agrèent des renseignements concernant les avaries et sinistres maritimes ou présentant un intérêt général pour la navigation dont les stations côtières peuvent régulièrement donner communication.

14. Dispositions diverses

ARTICLE 46.

Les transmissions échangées entre les stations de bord doivent s'effectuer de manière à ne pas troubler le service des stations côtières, celles-ci devant avoir, en règle générale, le droit de priorité pour la correspondance publique.

ARTICLE 47.

Les stations côtières et les stations de bord sont tenues de participer à la retransmission des radiotélégrammes dans les cas où la communication ne peut s'établir directement entre les stations d'origine et de destination. Le nombre des retransmissions est toutefois limité à deux.

En ce qui concerne les radiotélégrammes destinés à la terre, l'envoi ne peut être fait usage des retransmissions que pour atteindre la station côtière la plus rapprochée.

La retransmission est dans tous les cas subordonnée à la condition que la station intermédiaire qui reçoit le radiotélégramme en transit soit en mesure de lui donner cours.

ARTICLE 48.

Si le parcours d'un radiotélégramme s'effectue en partie sur des lignes télégraphiques ou par des stations radiotélégraphiques relevant d'un Gouvernement non contractant, il peut être donné cours à ce radiotélégramme, sous la réserve tout ou moins que les administrations dont dépendent ces lignes ou ces stations aient déclaré vouloir appliquer, le cas échéant, les dispositions de la Convention et du Règlement qui sont inapplicables pour l'acheminement régulier des radiotélégrammes et que la comptabilité soit assurée.

Cette déclaration est faite au Bureau International et portée à la connaissance des offices de l'Union Télégraphique.

ARTICLE 49.

Les modifications du présent Règlement qui seraient rendues nécessaires par suite des décisions des conférences télégraphiques ultérieures seront mises en vigueur à la date fixée pour l'application des dispositions arrêtées par chacune de ces dernières conférences.

ARTICLE 50.

Les dispositions du Règlement Télégraphique International sont applicables, par analogie, à la correspondance radiotélégraphique en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent Règlement.

Sont applicables, en particulier, à la correspondance radiotélégraphique les prescriptions de l'article 27, paragraphes 3 à 6, du Règlement Télégraphique, relatives à la perception des taxes, celles des articles 36 et 41 relatives à l'indication de la voie à suivre, celles des articles 75, paragraphe 1; 78, paragraphes 2 à 4; et 79, paragraphes 2 et 4, relatives à l'établissement des comptes. Toutefois:

1. Le délai de six mois prévu par le paragraphe 2 de l'article 70 du Règlement Télégraphique pour la vérification des comptes est porté à neuf mois en ce qui concerne les radiotélégrammes.

2. Les dispositions de l'article 16, paragraphe 2, ne sont pas considérées comme autorisant la transmission gratuite, par les stations radiotélégraphiques, des télégrammes de service concernant exclusivement le service télégraphique non plus que la transmission en franchise, sur les lignes télégraphiques, des télégrammes de service exclusivement relatifs au service radiotélégraphique.

3. Les dispositions de l'article 79, paragraphes 3 et 5, ne sont pas applicables à la comptabilité radiotélégraphique.

En vue de l'application des dispositions du Règlement Télégraphique, les stations côtières sont considérées comme bureaux de transit, sauf quand le Règlement radiotélégraphique stipule expressément que ces stations doivent être considérées comme bureaux d'origine ou de destination.

Conformément à l'article 11 de la Convention de Londres, le présent Règlement entrera en vigueur le 1^{er} Juillet, 1913.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement en un exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement Britannique et dont une copie sera remise à chaque partie.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats Britanniques:

H. RABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MAC DONOUGH.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

RICHARD SOLOMON.

Pour la Fédération Australienne:

CHARLES BRIGHT.

Pour le Canada:

G. J. DESBARATS.

Pour les Indes Britanniques:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pour la Nouvelle-Zélande:

C. WRAY PALLISER.

Pour l'Allemagne et les Protectorats Allemands.

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
DR. KARL STRECKER.
SCHRADER

GOETSCH.
DR. EMIL KRAUSS.
FIELTIZ.

Pour les Etats-Unis d'Amerique et les Possessions des
Etats-Unis d'Amerique:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
J. MCK. SALTZMAN.
JAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, JR.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pour la République Argentine:
VICENT J. DOMINGUEZ.

Pour l'Autriche:

DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL VON OSTHEIM.

Pour la Hongrie:

CHARLES FOLLERT.
DR. DE HENNYEY.

Pour la Bosnie-Herzégovine:

H. GOIGINGER, G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CIGOLI.
ROMEO VIO.

Pour la Belgique:

J. BANNEUX.
DELDINE.

Pour le Congo Belge:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pour le Brésil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pour la Bulgarie:

IV. STOYANOVITCH.

Pour le Chili:

C. E. RICKARD.

Pour le Danemark:

N. MEYER.
J. A. VOITZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pour l'Egypte:

J. S. LIDDELL.

Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAMES JANER ROBINSON.

Pour la France et l'Algérie:

A. FROUIN.

Pour l'Afrique Occidentale Française:

A. DUCHENE.

Pour l'Afrique Equatoriale Française:

A. DUCHENE.

Pour l'Indo-Chine:

A. DUCHENE.

Pour Madagascar:

A. DUCHENE.

Pour la Tunisie:

ET. DE FELCOURT.

Pour le Grèce:

C. DOSIOS.

Pour l'Italie et Colonies Italiennes:

PROF. A. BATTELLI.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et le territoire loué de Kwantoung:

TESUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIJUI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Pour le Maroc:

MOHAMMED-EL-KABADJ.
U. ASENSIO.

Pour Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pour la Norvège:

HEFTYE.
K. A. KNUDSSON.

Pour les Pays-Bas:

G. J. C. A. POP.
J. P. GUEPIN.

Pour les Indes Néerlandaises et la Colonie de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pour la Perse:

MIRZA ABDUL GHAFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies Portugaises:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie:

C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats Russes.

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin:

ARTURO SERENA.

Pour le Siam:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pour la Suède:

RYDIN.
HAMILTON.

Pour la Turquie:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADİ.

Pour l'Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

(Annexe à l'Article 41 du Règlement.)

Administration de

État signalétique des Stations radiotélégraphiques

(a.) STATIONS CÔTIÈRES

Nom.	Nationalité.	Position géographique E = longitude orientale. O = longitude occidentale. N = latitude septentrionale. S = latitude méridionale. Subdivisions territoriales.	Indicatif d'Appel.	Portée normale en milles nautiques.	Système radiotélégraphique avec les caractéristiques du système émetteur.	Longueur d'onde en mètres (la longueur d'onde normale est soulignée).

Nature des services effectués	Heures d'ouverture (heure du fuseau).	Taxe côtière.		Observations (éventuellement heure et mode d'envoi des signaux horaires et des télégrammes météorologiques).
		Par mot en francs.	Minimum par radiotélégramme en francs.	

(b.) STATIONS DE BORD.

Nom.	Nationalité.	Indicatif d'Appel.	Portée normale en milles nautiques.	Système radiotélégraphique avec les caractéristiques du système émetteur.	Longueur d'onde en mètres.

Nature des services effectués.	Heures d'ouverture	Taxe de bord.		Observations (éventuellement nom et adresse de l'exploitant).
		Par mot en francs.	Minimum par radiotélégramme en francs.	
		1. Navires de guerre.		
		2. Navires de commerce.		

(Annexe à l'Article 22 du Règlement.)

Liste des Abréviations à employer dans les Transmissions radiotélégraphiques.

Abréviation	Question.	Réponse ou avis.
1.	2.	3.
--- (C Q) ...	Signal de recherche employé par une station qui désire entrer en correspondance.	Signal de recherche employé par une station qui désire entrer en correspondance.
--- (T R) ...	Signal annonçant l'envoi d'indications concernant une station de bord (article ...).	Signal annonçant l'envoi d'indications concernant une station de bord (article ...).
--- (I) ...	Signal indiquant qu'une station va émettre avec une grande puissance.	Signal indiquant qu'une station va émettre avec une grande puissance.
P R B	Désirez-vous communiquer avec ma station à l'aide du Code international de signaux ?	Je désire communiquer avec votre station à l'aide du Code international de signaux.
Q R A	Quel est le nom de votre station ?	Ici la station. ...
Q R B	A quelle distance vous trouvez-vous de ma station ?	La distance entre nos stations est de ... milles nautiques.
Q R C	Quel est votre vrai relèvement ?	Mon vrai relèvement est de ... degrés.
Q R D	Où allez-vous ?	Je vais à ...
Q R F	Où venez-vous ?	Je viens de ...
Q R G	A quelle compagnie ou ligne de navigation appartenez-vous ?	J'appartiens à ...
Q R H	Quelle est votre longueur d'onde ?	Ma longueur d'onde est de ... mètres.
Q R J	Combien de mots avez-vous à transmettre ?	J'ai ... mots à transmettre.
Q R K	Comment recevez-vous ?	Je reçois bien.
Q R L	Recevez-vous mal ? Dois-je transmettre vingt fois ;	Je reçois mal. Transmettez vingt fois ;
Q R M	pour permettre le réglage de vos appareils ?	pour que je puisse régler mes appareils.
Q R N	Etes-vous troublé ?	Je suis troublé.
Q R O	Les atmosphériques sont-elles très fortes ?	Les atmosphériques sont très fortes.
Q R P	Dois-je augmenter l'énergie ?	Augmentez l'énergie.
Q R Q	Dois-je diminuer l'énergie ?	Diminuez l'énergie.
Q R R	Dois-je transmettre plus vite ?	Transmettez plus vite.
Q R S	Dois-je transmettre plus lentement ?	Transmettez plus lentement.
Q R T	Dois-je cesser la transmission ?	Cessez la transmission.
Q R U	Avez-vous quelque chose pour moi ?	Je n'ai rien pour vous.
Q R V	Etes-vous prêt ?	Je suis prêt. Tout est en ordre.
Q R W	Etes-vous occupé ?	Je suis occupé avec une autre station [ou : avec ...]. Prière de ne pas troubler.
Q R X	Dois-je attendre ?	Attendez. Je vous appellerai à ... heures [ou : au besoin].
Q R Y	Quel est mon tour ?	Votre tour est numéro. ...
Q R Z	Mes signaux sont-ils faibles ?	Vos signaux sont faibles.
Q S A	Mes signaux sont-ils forts ?	Vos signaux sont forts.
Q S B	Mon ton est-il mauvais ?	Le ton est mauvais.
Q S C	Mon équilibre est-il mauvais ?	L'équilibre est mauvais.
Q S D	Les intervalles de transmission sont-ils mauvais ?	Les intervalles de transmission sont mauvais.
Q S E	Comparons nos montres. J'ai ... heures ; quelle heure avez-vous ?	L'heure est ...
Q S F	Les radiotélégrammes doivent-ils être transmis dans l'ordre alternatif ou par séries ?	La transmission sera faite dans l'ordre alternatif.
Q S G	...	La transmission sera faite par séries de cinq radiotélégrammes.

Abréviation.	Question.	Réponse ou avis.
1.	2.	3.
Q S H	...	La transmission sera faite par séries de dix radiotélégrammes.
Q S J	Quelle est la taxe à percevoir pour ... ?	La taxe à percevoir est de ...
Q S K	Le dernier radiotélégramme est-il annulé ?	Le dernier radiotélégramme est annulé.
Q S L	Avez-vous reçu quittance ?	Prière de donner quittance.
Q S M	Quelle est votre vraie route ?	Ma vraie route est de ... degrés.
Q S N	Communiquez-vous avec terre ferme ?	Je ne communique pas avec terre ferme.
Q S O	Etes-vous en communication avec une autre station [ou : avec ...] ?	Je suis en communication avec ... [par l'intermédiaire de ...].
Q S P	Dois-je signaler à ... que vous l'appellez ?	Informez ... que je l'appelle.
Q S Q	Sais-je appelé par ... ?	Vous êtes appelé par ...
Q S R	Expédiez-vous le radiotélégramme ?	L'expédition du radiotélégramme.
Q S T	Avez-vous reçu un appel général ?	Appel général à toutes stations.
Q S U	Prière m'appeler dès que vous aurez fini [ou : à ... heures].	Je vous appellerai dès que j'aurai fini.
Q S V	Correspondance publique est-elle engagée ?	Correspondance publique est engagée. Prière de ne pas la troubler.
Q S W	Dois-je augmenter ma fréquence d'émission ?	Augmentez la fréquence d'émission.
Q S Y	Dois-je transmettre avec la longueur d'onde de ... mètres ?	Passez à l'onde de ... mètres.
Q S X	Dois-je diminuer ma fréquence d'émission ?	Diminuez la fréquence d'émission.

Lorsqu'une abréviation est suivie d'un point d'interrogation, elle s'applique à la question indiquée en regard de cette abréviation.

Exemples :

Stations.

- A Q R A ? = Quel est le nom de votre station ?
 B Q R A Campania = Ici la station Campania.
 A Q R G ? = A quelle compagnie ou ligne de navigation appartenez-vous ?
 B Q R G Cunard. Q R Z = J'appartiens à la Cunard Line. Vos signaux sont faibles.

La station A augmente alors l'énergie de son transmetteur et lance :

- A Q R K ? = Comment recevez-vous ?
 B Q R K = Je reçois bien.
 Q R B 80 = La distance entre nos stations est de 80 milles nautiques.
 Q R C 62 = Mon vrai relèvement est de 62 degrés, &c.

E tendo sido a mesma Convenção, o dito Protocollo final e mencionado Regulamento de Serviço aprovados pelo Congresso Nacional, os confirmo e ratifico, e, pela presente os dou por firmes e valiosos, prometendo que elles serão cumpridos invariavelmente.

Em firmeza do que, man-toi passar esta Carta, que assigno e sellada com o sello das Armas da Republica e subscripta pelo Ministro de Estado das Relações Exteriores.

Dada no Palacio da Presidencia, no Rio de Janeiro, aos 21 dia do mez de Outubro de 1914, 93^a da Independencia e 26^a da Republica

(L. S.) HERMES R. DA FONSECA.

LAURO MULLER.

TRADUÇÃO OFFICIAL

Convenção Radio-telegraphica Internacional

FEITA ENTRE

A Alemanha e os protectorados alemães, os Estados Unidos da America e as possessões dos Estados Unidos da America, a Republica Argentina, a Austria, a Hungria, a Bosnia-Herzegovina, a Belgica, o Congo Belga, o Brazil, a Bulgaria, o Chile, a Dinamarca, o Egypto, a Hespanha e as colonias hespanholas, a França e a Algeria, a Africa Occidental franceza, a Africa Equatorial franceza, a Indochina, Madagascar, a Tunisia, a Gran-Bretanha e diversas colonias e protectorados britannicos, a União da Africa do Sul, a Federação Australiana, o Canada, as Indias britannicas, a Nova Zelândia, a Grecia, a Italia e as colonias italianas, o Japão, Chosen, Formosa, Sakhalina Japoneza e o territorio de Kwantung, Marrocos, Monaco, a Noruega, os Paizes Baixos, as Indias Neerlandezas e a colonia de Curaçao, a Persia, Portugal e as colonias portuguezas, a Rumania, a Russia e as possessões e protectorados russos, a Republica de S. Marinho, Sião, a Turquia e o Uruguay.

Os abaixo assignados plenipotenciarios dos Governos dos Paizes acima citados, reunidos em Conferencia em Londres, firmaram de commun accordo, e sob a condição de ratificação, a Convenção seguinte:

ART. I

As Altas Partes contractantes compromettem-se a applicar as disposições da presente Convenção em todas as estações radiotelegraphicas (estações costeiras e estações de bordo) que sejam estabelecidas ou exploradas pelas Partes contractantes e abertas ao serviço da correspondencia publica entre a terra e os navios no mar. Obrigam-se tambem a impor essas disposições ás empresas particulares autorizadas, tanto no estabelecimento e na exploração das estações costeiras radiotelegraphicas abertas ao serviço da correspondencia publica entre a terra e os navios no mar, como no estabelecimento e na exploração das estações radiotelegraphicas abertas ou não ao serviço da correspondencia publica a bordo dos navios que hesteam os respectivos pavilhões.

ART. II

Chama-se *costeira* a estação radiotelegraphica situada em terra firme ou a bordo de navio ancorado permanentemente e destinada a trocar correspondencia com os navios no mar.

Qualquer outra estação radiotelegraphica, estabelecida em navio que não esteja ancorado fixamente, chama-se estação de bordo.

ART. III

As estações costeiras e as estações de bordo são obrigadas a trocar, reciprocamente, os radiotelegrammas sem distincção do systema radiotelegraphico adoptado por essas estações.

Toda estação de bordo é tambem obrigada a trocar os radiotelegrammas com qualquer outra estação de bordo sem distincção do systema radiotelegraphico por ella adoptado.

Todavia, para não pôr pês aos progressos scientificos, as disposições do presente artigo não impedem que se empregue, eventualmente, um systema radiotelegraphico incapaz de communicar-se com os outros systemas; uma vez que essa incapacidade seja devida á natureza especifica do systema e não vise unicamente impedir a inter-communicação.

ART. IV

Não obstante as disposições do art. 3º, poderá uma estação ser encarregada de serviço de correspondencia publica restricta, por motivo do objecto da correspondencia ou por outras circumstancias independentes do systema empregado.

ART. V

Cada uma das Altas Partes contractantes se compromette a fazer ligar as estações costeiras á rede telegraphica por meio de fios especiaes ou, pelo menos, a adoptar medidas que garantam a permuta rapida da correspondencia entre as estações costeiras e a rede telegraphica.

ART. VI

As Altas Partes contractantes darão umas ás outras conhecimento dos nomes das estações costeiras e das estações de bordo a que se refere o art. 1º, bem como de todas as indicações destinadas a facilitar e a accelerar as permutas radiotelegraphicas, que serão especificadas no Regulamento.

ART. VII

Cada uma das Altas Partes contractantes reserva-se a faculdade de prescrever ou de admitir que nas estações a que allude o art. 1º, independentemente da instalação e das indicações serão publicadas por determinação do art. VI anterior, outros dispositivos sejam estabelecidos e explorados, atendo em mira alguma transmissão radiotelegraphica especial, sem que sejam divulgados os pormenores desses dispositivos.

ART. VIII

A exploração das estações radiotelegraphicas será organizada, tanto quanto possível, de modo a não embarçar o serviço de outras estações da mesma especie.

ART. IX

As estações radiotelegraphicas são obrigadas a attender com absoluta preferencia os chamados de socorro procedentes dos navios, a responder nas mesmas condições a identicos pedidos e a lhes dar o andamento que for conveniente.

ART. X

A taxa de uma radiotelegramma comprehende, segundo o caso:

1º, a) a taxa costeira, que pertence á estação costeira;

b) a taxa de bordo, que pertence á estação de bordo;

2º, a taxa pela transmissão nas linhas telegraphicas calculada segundo as regras communs;

3º, as taxas de transito das estações costeiras ou de bordo intermediarias e as taxas relativas aos serviços especiaes pedidos pelo expedidor.

A importancia da taxa costeira fica sujeita á approvação do Governo a que pertence a estação costeira e da taxa de bordo, sujeita á approvação do Governo cujo pavilhão o navio hesteia.

ART. XI

As disposições da presente Convenção são completadas por um Regulamento que tem o mesmo valor e que entrará em vigor ao mesmo tempo que a Convenção.

As prescripções da presente Convenção e do respectivo Regulamento poderão ser modificadas em qualquer epocha, de commun accordo, pelas Altas Partes contractantes.

Far-se-hão periodicamente conferencias de plenipotenciarios com o poder de modificar a Convenção e o Regulamento, devendo em cada conferencia ser fixados o lugar e a epocha da reunião seguinte.

ART. XII

Essas conferencias serão constituídas de delegados dos Governos dos paizes contractantes.

Nas deliberações cada paiz disporá apenas de um voto.

Si qualquer Governo adherir á Convenção por suas colonias, possessões ou protectorados, as conferencias ulteriores poderão decidir que se considere o conjunto ou parte dessas colonias, possessões ou protectoradas, como um paiz, para a applicação da alinea precedente. Todavia, o numero de votos á disposição do Governo, incluindo suas colonias, possessões ou protectorados adherentes, não poderá exceder de seis.

Consideram-se como formando um só paiz para a applicação do presente artigo:

- A Africa Oriental Allemã;
- A Africa Allemã do Sudeste;
- O Camerum;
- O Togo;

Os protectorados allemães do Pacifico;
Hawaii e outras possessões americanas da Polynesia;
As ilhas Philippinas;
Porto Rico e as possessões americanas nas Antilhas;
A zona do Canal do Panamá;
O Congo Belga;
A Colonia hespanhola do Golfo de Guiné;
A Africa Occidental Franca;
A Africa Equatorial Franca;
A Indo-China;
Madagascar;
A Tunisia;
Alaska;
A União da Africa do Sul;
A Federação Australiana;
O Canada;
As Indias Britannicas;
A Nova Zelandia;
A Erythra;
A Somalia Italiana;
Cosen, Formosa, a Sakhalina Japoneza e o territorio de
Kwantung;
As Indias Neerlandesas;
A Colonia de Curacao;
A Africa Occidental Portuguesa;
A Africa Occidental Portuguesa e as possessões portu-
guesas da Asia;
A Asia Central Russa (littoral do mar Caspio); Boukhara;
Khiva;
A Siberia Occidental (littoral do Oceano Glacial);
A Siberia Oriental (littoral do Oceano Pacifico).

ART. XIII

A Secretaria Internacional da União Telegraphica cabe reunir, coordenar e publicar os documentos de qualquer natureza relativos a radiotelegraphia, informar os pedidos de modificação na Convenção e no Regulamento, fazer promulgar as prescrições adoptadas e, em geral, proceder a todos os trabalhos administrativos que interessem a radiotelegraphia internacional.

A manutenção desta Secretaria corre por conta dos Paizes contractantes.

ART. XIV

Cada uma das Altas Partes Contractantes reserva-se a faculdade de fixar as condições em que admite os radiotelegrammas procedentes de ou destinados a uma estação, seja de bordo, seja costeira, que não esteja subordinada às disposições da presente Convenção.

Quando um radiotelegramma fôr aceito, ser-lhe-hão applicadas as taxas ordinarias.

Terá curso todo radiotelegramma procedente de estação de bordo e recebido por estação costeira de Paiz contractante ou aceito em transitio por Administração de Paiz contractante.

Igualmente terá curso todo radiotelegramma destinado a um navio, si a Administração de um Paiz contractante houver acceptado o deposito respectivo.

ART. XV

As disposições dos arts. VIII e IX da presente Convenção são igualmente applicaveis a outras installações radiotelegraphicas, que não sejam as de que trata o art. I.

ART. XVI

Os governos que não tomaram parte na presente Convenção poderão adherir a seu pedido.

Essa adhesão deve ser notificada, por via diplomatica, ao governo contractante em cujo seio se realizou a ultima conferencia e este, por sua vez, fará a devida notificação aos demais governos contractantes.

A adhesão importa na plena aceitação de todas as clausulas da presente Convenção e admissão em todas as vantagens nella estipuladas.

A adhesão do governo de um paiz que tem colonias, possessões e protectorados não implica a adhesão de suas colonias, possessões ou protectorados, a menos que esse governo

apresente declaração nesse sentido. O conjunto das colonias, possessões e protectorados ou cada um separadamente pôde ser objecto de uma adhesão distincta ou de uma communicação e no art. XXII.

ART. XVII

As disposições dos arts. I, II, III, V, VI, VII, VIII, XI, XII e XVII da Convenção Telegraphica Internacional de S. Petersburgo de 10/22 de julho de 1875 são applicaveis á radiotelegraphia internacional.

ART. XVIII

Em caso de dissensões entre dous ou mais governos contractantes acerca da interpretação ou da execução, tanto da Convenção como do Regulamento de que trata o art. XI, os litigantes deverão, de commun accordo, submeter a questão a julgamento arbitral. Nesse caso, cada um dos governos litigantes escolherá um outro não interessado na questão.

A decisão dos arbitros fundar-se-á na maioria absoluta de votos.

Em caso de empate de votos, os arbitros escolherão um outro governo contractante igualmente desinteressado no litigio para decidir a votação.

Na falta de accordo em relação á escolha em debate, cada arbitro propôrá um governo contractante desinteressado, sendo sorteado um entre os propostos.

O sorteio será feito pelo Governo em cujo territorio funcionar a Secretaria Internacional de que trata o art. XIII.

ART. XIX

As Altas Partes contractantes compromettem-se a tomar ou a propôr as respectivas legislações nas medidas necessarias para assegurar a execução da presente Convenção.

ART. XX

As Altas Partes contractantes dar-se-á conhecimento das leis que já estejam em vigor ou que venham a ser postas em execução nos seus paizes e que disserem respeito á materia desta Convenção.

ART. XXI

As Altas Partes contractantes conservarão completa liberdade relativamente ás installações radiotelegraphicas não previstas no art. I, e, principalmente, quanto ás installações navaes e militares; bem como quanto ás estações que fazem a communicação entre pontos fixos.

Todas essas installações e estações ficarão unicamente subordinadas ás obrigações previstas nos arts. VIII e IX da presente Convenção.

Entretanto, quando essas installações e estações fizerem correspondencia publica maritima, submeter-se-ão ás prescrições do Regulamento na parte relativa ao modo de transmissão e á contabilidade.

Si algumas estações costeiras fizerem simultaneamente correspondencia publica com os navios no mar e communicações entre pontos fixos, ellas não serão regidas, para execução deste serviço, pelas disposições da Convenção, ressalvado o disposto nos arts. VIII e IX da Convenção.

Entretanto, as estações fixas que fazem a correspondencia de terra a terra não devem recusar a premissa de radiotelegrammas com outra estação fixa, sob pretexto do systema radiotelegraphico adoptado por essa estação; todavia, a liberdade de cada paiz é absoluta no que diz respeito á organização do serviço da correspondencia entre pontos fixos e á determinação da correspondencia a fazer-se pelas estações encarregadas desse serviço.

ART. XXII

A presente Convenção entrará em execução a partir de 1 de julho de 1913 e vigorará por tempo indeterminado e até a expiração do prazo de um anno a partir do dia em que fôr feita uma denuncia.

3096 * Sábado 8

DIÁRIO OFFICIAL

A denuncia só produzirá effeito para o Governo em nome do qual fór feita; para as outras partes contractantes a Convenção continuará vigorando.

ART. XXIII

A presente Convenção será ratificada e as ratificações serão enviadas para Londres no prazo mais breve possível. Caso uma ou muitas das Altas Partes contractantes não ratifiquem a Convenção, esta não será menos valida para as Partes que a ratificarem.

Para garantia do que os Plenipotenciarios respectivos assignaram a Convenção em um exemplar que ficará depositado no archivo do governo britannico e do qual será remetida uma cópia a cada Parte contractante.

Feita em Londres, em 5 de julho de 1912.

Pela Grã-Bretanha e varias Colonias e Protectorados Britannicos:

H. BABINGTON SMITH,
E. W. FARNALL,
E. CHARLTON,
G. M. W. MAC DONOGH.

Pela União Sul-Africana:

RICHARD SOLOMON.

Pela Federação Australiana:

CHARLES BRIGHT.

Pelo Canada:

G. J. DESBARATS.

Pelas Indias Britannicas:

H. A. KIRK,
F. E. DEMPSTER.

Pela Nova Zelandia:

C. WRAY PALLISER.

Pela Alemanha e os Protectorados Allemães.

B. KOEHLER,
O. WACHENFELD,
Dr. KARL STRECKER,
SCHRAMMER,
GOETSCH,
Dr. EMIL KRAUSS,
FIELTZ.

Pelos Estados Unidos da America e as Possessões dos Estados Unidos da America:

JOHN R. EDWARDS,
JNO. O. WALTON,
WILLIS L. MOORE,
LOUIS W. AUSTIN,
GEORGE OWEN SQUIER,
EDGAR RUSSEL,
C. MCK. SALTZMAN,
DAVID WOOSTER TODD,
JOHN HAYS HAMMOND, JR.,
WEBSTER,
W. D. TERRELL,
JOHN I. WATERBURY.

Pela Republica Argentina:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pela Austria:

Dr. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG,
Dr. RUDOLF RITTER SPEIL VON OSTHEIM.

Pela Hungria:

CHARLES FOLLERT,
Dr. DE BENNYEY.

Pela Bosnia Herzegovina:

H. GOISINGER, G. M.,
ADOLF DAMINGER,
A. CECIL,
ROMEO VIO.

Pela Belgica:

J. BANNEUX,
DELDIME.

Pelo Congo Belga:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pelo Brasil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pela Bulgaria:

IV. STOYANOVITCH.

Pelo Chile:

C. E. RICKARD.

Pela Dinamarca:

N. MEYER,
J. A. VOHTZ,
R. N. A. FABER,
T. F. KRARUP.

Pelo Egypto:

J. S. LIDDELL.

Pela Hespanha e as Colonias Hespanholas:

JACOBO GARCIA ROURE,
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO,
JACINTO LABRADOR,
ANTONIO NIETO,
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA,
JAMIE JANER ROBINSON.

Pela França e a Argelia:

A. FROUIN.

Pela Africa Occidental Franceza.

A. DUCHENE

Pela Indo-China:

A. DUCHENE.

Pela Africa Equatorial Franceza:

A. DUCHENE.

Por Madagascar:

A. DUCHENE.

Pela Tunisia:

ET. DE FELCOURT.

Pela Grécia:

C. DOSIOU.

Pela Italia e as Colonias Italianas:

PROF. A. BATTELLI.

Pelo Japão e por Chosen, Formosa, Sakhalina japoneza e o territorio arrendado de Kwantung:

TETSUJIRO SAKANO,
KENJI IDE,
RIUJI NAKAYAMA,
SEIICHI KUROSE.

Por Marrocos:

MOHAMMED-EL-KABADJ,
U. ASENSIO.

Por Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pela Noruega:

HEFTYE,
K. A. KNUDSSON.

Pelos Paizes-Baixos:

C. J. C. A. POP,
J. P. GUTPIN.

Pelas Indias Neerlandezas e a Colonia de Curacao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pela Persia:

MIRZA ABDUL GHAFAR KHAN.

Por Portugal e as Colonias Portuguezas:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pela Rumania:

C. BOERESCU.

Pela Russia e as Possessões e Protectorados Russos:

N. DE ETTER.
P. OSSADITCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOV.
A. STCHASTNYI.
BARÃO A. WYNEKEN.

Pela Republica de São Marino:

ARTURO SERENA.

Pelo Sião:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pela Suecia:

RYDIN.
HAMILTON.

Pela Turquia:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pelo Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

Protocollo final

No momento de proceder á assignatura da Convenção celebrada pela Conferencia Radiotelegraphica Internacional em Londres, os Plenipotenciarios infra assignados foram accordes no seguinte:

I

Não sendo ainda conhecida a natureza exacta da adhesão notificada pela Bosnia-Herzegowina, foi resolvido que ella tivesse um voto, devendo ulteriormente ser justificado si elle fôr dado em face do disposto no § 2º, do art. XII, da Convenção ou si em consequencia do estabelecido no § 3º deste artigo.

II

Toma-se conhecimento da declaração seguinte:

A Delegação dos Estados Unidos declara que seu governo se acha na contingencia de se abster de qualquer acção com referencia a tarifas, porque a transmissão dos radiotelegrammas e as dos telegrammas nos Estados Unidos é explorada, total ou parcialmente, por companhias commerciaes ou particulares.

III

Toma-se igualmente conhecimento da declaração seguinte:

O Governo do Canadá reserva-se a faculdade de fixar separadamente, para cada uma das suas estações costeiras, uma taxa maritima total para os radiotelegrammas procedentes da America do Norte e destinados a qualquer navio, elevando-se a taxa costeira de tres quintos e a taxa de bordo de dous quintos dessa taxa total.

Em garantia do que os Plenipotenciarios respectivos redigiram o presente protocollo final, que terá a força e o valor que leia si suas disposições estivessem incorporadas ao texto

da Convenção annexa, e assignaram um exemplar que ficará nos archivos do governo britannico e do qual se remetterá uma cópia a cada Parte contractante.

Feito em Londres em 5 de julho de 1912.

Pela Grã-Bretanha e varias Colonias e Protectorados Britannicos:

H. BARINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MAC DONOGH.

Pela União Sul-Africana:

RICHARD SALOMON.

Pela Federação Australiana:

CHARLES BRIGHT.

Pelo Canada:

G. J. DESBARATS.

Pelas Indias Britannicas:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Pela Nova Zelandia:

C. WRAY PALLISER.

Pela Alemanha e os Protectorados Allemães:

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
DR. KARL STRECKER.
SCHRAEDER.
DR. EMIL KRAUSS.
FIELTZ.
GOETSCH.

Pelos Estados Unidos da America e as Possessões dos Estados Unidos da America:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. O. WALTON.
WILLIS L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TODD.
JOHN HAYS HAMMOND, JR.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pela Republica Argentina:

VICENTE J. DOMINGUEZ.

Pela Austria:

DR. FRITZ RITTER WAGNER von JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL von OSTHEIM.

Pela Hungria:

CHARLES FOLLERT.
DR. DE HENNYEY.

Pela Bosnia Herzegovina:

H. GOIGINGER G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pela Belgica:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pelo Congo Belgá:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pelo Brasil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pela Bulgária:

IV. STOYANOVITCH:

Pelo Chile:

2. E. RICKARD.

Pela Dinamarca:

N. MEYER

J. A. VOHTZ.

R. N. A. FABER.

T. F. KRARUP.

Pelo Egypto:

J. S. LIDDELL.

Pela Hespanha e as Colonias Hespanholas:

JACOBO GARCIA ROURE.

JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.

JACINTO LABRADOR.

ANTONIO NIETO.

TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.

JAMIE JANER ROBINSON.

Pela França e a Argélia:

A. FROUIN.

Pela Africa Occidental Franceza:

A. DUCHENE.

Pela Indo-China:

A. DUCHENE.

Pela Africa Equatorial Franceza:

A. DUCHENE.

Por Madagascar:

A. DUCHENE.

Pela Tunisia:

ET. DE FELCOURT.

Pela Grécia:

C. DOSIOS.

Pela Itália e as Colonias Italianas:

PROP. A. BATTELLI.

Pelo Japão e por Chosen, Formosa, Sakhalina Japoneza e territorio arrendado de Kwantung:

TETSUHIRO SAKANO.

KENJI IDE.

RIJUI NAKAYAMA.

SEIICHI KUROSE.

Por Marrocos:

MOHAMMED-EL-KABADJ.

U. ASENSIO.

Por Monaco:

FR. ROUSSEL.

Pela Noruega:

HEFTYE.

K. A. KNUDSSON.

Pelos Paizes-Baixos:

C. J. C. A. POP.

J. P. GUEPIN.

Pelas Indias Neerlandezas e a Colonia de Curaçau:

FERK.

F. VAN DER GOOT.

Pela Persia:

MIRZA ABDUL GHAFFAR KHAN.

Por Portugal e as Colonias Portuguezas:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pela Rumania:

C. BOERESCU.

Pela Russia e as Possessões e Protectorados Russos:

N. DE ETTER.

P. OSSADTCHY.

A. EULER.

SERGUIEVITCH.

V. DNITRIEFF.

D. SOKOLTSOW.

A. STCHASTNYI.

BARÃO A. WYNEKEN.

Pela Republica de São Marino:

ARTURO SERENA.

Pelo São:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.

WM. J. ARCHER.

Pela Suecia:

RYDIN.

HAMILTON.

Pela Turquia:

M. EMIN.

M. EMRY.

OSMAN SADI.

Pelo Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

Regulamento do serviço anexo à Convenção Radiotelegraphica Internacional

I — ORGANIZAÇÃO DAS ESTAÇÕES RADIOTELEGRAPHICAS

ART. I

É livre a escolha dosapparelhos e dispositivos radiotelegraphicos a empregar nas estações costeiras e nas estações de bordo. A instalação dessas estações deve corresponder, tanto quanto possível, aos progressos scientificos e technicos.

ART. II

São admittidos dous comprimentos de onda, um de 600 metros e outro de 300 metros, para o serviço da correspondencia publica geral. Toda estação costeira aberta a esse serviço deve ser montada de modo a poder utilizar estes dous comprimentos de onda, sendo um designado como o da onda normal da estação. Durante o tempo em que estiver aberta, toda estação costeira deve se achar em condições de receber os chamados feitos por meio da onda normal. Entretanto, para as correspondencias previstas no § 2º do art. XXV, pôde ser usada uma onda de 1.800 metros. Cada governo pôde autorizar uma estação costeira a empregar outros comprimentos de ondas destinados a um serviço de grande alcance ou a um outro serviço que não seja de correspondencia publica geral, estabelecido segundo as disposições de Convenção, sob a condição de que os comprimentos das ondas não excedam de 600 metros ou de que sejam superiores a 1.600 metros.

As estações utilizadas exclusivamente para enviar signaes destinados a determinar a posição dos navios não devem empregar ondas maiores de 150 metros.

ART. III

1) Toda estação de bordo deve ser montada de modo a poder servir-se de ondas de 600 e de 300 metros. A primeira e o comprimento da onda normal e não pôde ser excedido na transmissão, salvo o caso do art. XXV, § 2º.

Podem ser usadas ondas de comprimento inferior a 600 metros em casos especiaes, mediante a approvação das administrações de que dependem as estações costeiras e as estações de bordo interessadas.

2) Durante o tempo em que estiver aberta toda estação de bordo deve estar em condições de receber os chamados feitos com a onda normal.

3) Os navios de fraca tonelagem que estiverem materialmente impossibilitados de utilizar a onda de 600 metros para a transmissão ficam autorizados a empregar exclusivamente a onda de 300 metros; devem, entretanto, estar em condições de receber por meio da onda de 600 metros.

ART. IV

As comunicações entre uma estação costeira e uma estação de bordo, ou entre duas estações de bordo, far-se-hão de uma a outra com o mesmo comprimento de onda. Si a comunicação for difícil, as duas estações poderão, de comum accordo, mudar o comprimento da onda por meio da qual se correspondem para outra onda de comprimento regulamentar.

As duas estações tomarão a onda normal, logo após a terminação do serviço radiotelegraphico que effectuarem.

ART. V

1) A Secretaria Internacional publica e revê periodicamente a lista official, mencionando as estações costeiras, seus alcances normaes, as linhas principais de navegação e o tempo normalmente gasto pelos navios entre os portos de atracação.

2) A Secretaria organiza e publica uma nomenclatura das estações radiotelegraphicas previstas no art. I da Convenção, bem assim supplementes periodicos contendo as adições de novas estações e quaisquer outras modificações.

Essa nomenclatura conterá para cada estação as indicações seguintes:

1. Para as estações costeiras: o nome, a nacionalidade e a posição geographica indicada pela sub-divisão territorial e pela longitude e latitude do lugar; para as estações de bordo: o nome e a nacionalidade do navio; si for possível, o nome e o endereço do explorador;

2. O indicativo de chamada (os indicativos devem differir uns dos outros e cada um deve ser constituído de um grupo de tres letras);

3. O alcance normal;

4. O systema radiotelegraphico com os característicos do systema de emissão (scintillas musicas, tonalidade expressa pelo numero de vibrações duplas, etc.);

5. Os comprimentos diversos de ondas utilizadas (a onda normal é sublinhada);

6. A natureza dos serviços a effectuar;

7. As horas de abertura;

8. Si for possível, a hora e o modo de enviar os signaes horários e os telegrammas meteorologicos;

9. A taxa costeira ou de bordo.

3) Figurarão igualmente na nomenclatura as referencias relativas ás estações radiotelegraphicas não previstas no art. I da Convenção e que tenham sido comunicadas á Secretaria Internacional pelas respectivas administrações, quer pertençam ás administrações adherentes, quer ás não adherentes, contando que tenham feito a declaração prevista no art. XLVIII.

4) As notações seguintes serão adoptadas nos documentos destinados ao uso do serviço internacional para designar as estações radiotelegraphicas:

PG — estação aberta á correspondencia publica geral;

PR — estação aberta á correspondencia publica restricta;

P — estação de interesse particular;

O — estação aberta sómente á correspondencia official;

N — estação com serviço permanente;

X — estação sem obrigação determinada.

5) O nome da estação de bordo indicada na primeira columna da nomenclatura deve, em caso de homonymia, ser seguida do indicativo de chamada da estação.

ART. VI

A troca de signaes e de palavras superfluas é vedada entre as estações previstas no art. I da Convenção.

Os ensaios e os exercicios dessas estações só serão tolerados quando não prejudicarem o serviço de outras estações.

Os exercicios devem ser effectuados com ondas de comprimentos diferentes dos admitidos para a correspondencia publica e com o minimo de energia possível.

ART. VII

1) Todas as estações deverão effectuar o trafego com o minimo de energia possível para manter uma boa comunicação.

2) Toda estação costeira ou de bordo deve satisfazer as seguintes condições:

a) As ondas emitidas devem ser bastante puras e tão pouco amortecidas quanto possível;

Não é permitido o uso de dispositivos transmissores nos quaes a produção das ondas emitidas é obtida descarregando directamente a antena por scintillas, salvo o caso de des-arranjo.

O dispositivo acima póde, entretanto, ser admitido em estações espciaes (por exemplo as dos pequenos navios), quando a energia primaria não exceder de cincuenta watts.

b) Os aparelhos devem transmitir e receber pelo menos com a velocidade de 20 palavras por minuto, á razão de cinco letras por palavra.

As novas installações preparadas para energia maior de 50 watts devem ser montadas de modo que seja possível obter facilmente alcances inferiores ao normal, sendo o minimo alcance de 15 milhas nauticas mais ou menos.

As installações antigas com energia maior de 50 watts devem ser transformadas, tanto quanto possível, de maneira a attender ás prescripções precedentes.

c) Os aparelhos receptores devem receber, segundo os comprimentos de ondas previstos no presente regulamento, até 600 metros. Esses aparelhos devem ter o maximo de protecção contra as perturbações.

3) As estações destinadas exclusivamente a determinar a posição dos navios (radiopharões) não devem operar num raio superior a 30 milhas nauticas.

ART. VIII

Independentemente das condições geraes especificadas no art. VII, as estações de bordo devem igualmente satisfazer as seguintes condições:

a) A energia levada ao aparelho radiotelegraphico, medida nos terminos do gerador da estação, não deve, nas condições normaes, exceder a um kilowatt.

b) Resalvadas as prescripções do art. XXXV, § 2º, poderá ser empregada energia superior a um kilowatt, si o navio tiver necessidade de se corresponder com a estação mais proxima a distancia maior de 200 milhas nauticas ou si, por circunstancias excepcionaes, a comunicação não puder ser feita sinão augmentando a energia.

ART. IX

1) Nenhuma estação de bordo póde ser montada ou explorada por administração particular sem licença concedida pelo governo de que dependo do navio.

As estações de bordo e navios com porto de atracação em uma colonia, possessão ou protectorado podem ser consideradas como dependendo da autoridade dessa Colonia, Possessão ou Protectorado.

2) Toda estação de bordo possuidora de licença concedida por um dos governos contractantes deve ser considerada pelos demais governos como munida de uma installação que preencha as condições estabelecidas pelo presente regulamento.

As autoridades competentes dos paizes por onde o navio faz escala poderão exigir a exhibição de licença.

A falta da exhibição da licença, essas mesmas autoridades poderão certificar-se si a installação radiotelegraphica de bordo satisfaz as condições impostas pelo vigente Regulamento.

Sempre que qualquer administração reconhecer praticamente que certa estação de bordo não satisfaz as condições regulamentares deverá dirigir uma reclamação á administração do paiz de que dependo o navio. Proceder-se-á, no caso de não serem dadas providencias, conforme o prescripto no art. XII, § 2º.

ART. X

1) O serviço da estação de bordo deve ser desempenhado por um telegraphista que tenha certificado concedido pelo governo do qual dependa o navio, ou, em caso da urgência e somente para uma viagem, por um outro governo aderente.

2) Ha duas classes de certificados:

O de 1ª classe atesta o valor profissional do telegraphista no que diz respeito:

a) A regulagem dosapparehos e ao conhecimento do respectivo funcionamento;

b) A transmissão e a recepção auditiva com rendimento que não deve ser inferior a 20 palavras por minuto;

c) Ao conhecimento das disposições applicaveis á troca de communicações radiotelegraphicas.

O certificado de 2ª classe pôde ser concedido ao telegraphista que tenha o rendimento de transmissão e do respectivo de 12 e 10 palavras por minuto e que satisfaça ás demais condições acima mencionadas.

Os telegraphistas que possuirem certificados de 2ª classe poderão ser accitos:

a) Nos navios que empregam a radiotelegraphia somente para o serviço proprio e para a correspondência da equipagem e, em particular, nos navios de pesca;

b) Em todos os outros navios, a título de supplentes, desde que haja a bordo pelo menos um telegraphista com certificado de 1ª classe. Entretanto, nos navios classificados na primeira categoria indicada no art. XIII, o serviço deve ser garantido, ao menos, por dois telegraphistas possuidores de certificados de 1ª classe.

Nas estações de bordo as transmissões só poderão ser feitas por um telegraphista munido de certificado de 1ª ou de 2ª classe, com excepção dos casos de urgência em que seria impossivel cingir-se á presente disposição.

3) O certificado declarará que o Governo submete o telegraphista á obrigação do guardar o sigillo da correspondência.

4) O serviço radiotelegraphico da estação de bordo fica sob a autoridade superior do commandante do navio.

ART. XI

Os navios dotados de installações radiotelegraphicas e classificados nas duas primeiras categorias do art. XIII deverão ser providos de installações radiotelegraphicas de reserva, cujos elementos deverão offerecer boa disposição o assegurar, quanto possivel, a effectividade da correspondência.

Estas precauções serão determinadas pelo governo que conceder a licença.

As installações de reserva devem dispôr de uma fonte de energia propria, capaz de ser posta immediatamente em actividade e de funcionar durante seis horas, pelo menos, e com alcance minimo de 80 milhas nauticas nos navios de primeira categoria e de 50 milhas nos de segunda categoria. A installação de reserva não será necessaria para os navios cuja installação normal satisfizer as condições do presente artigo.

ART. XII

1) Logo que qualquer administração tenha conhecimento de infracção á Convenção ou ao Regulamento por parte de qualquer das estações autorizadas constatará o facto e definirá as responsabilidades.

Cabendo a responsabilidade ao telegraphista, tratandose de estação de bordo, a administração tomará as providencias necessarias, e, si possivel for, cassará o certificado; mas, si a infracção provier do estado dos apparehos ou das instruções fornecidas ao telegraphista, procederá do mesmo modo quanto á licença concedida ao navio.

2) No caso de infracções reiteradas por parte do mesmo navio, quando as representações levadas ao conhecimento da administração de que o mesmo dependa fiquem sem providencias, a administração queixosa, mediante declaração, terá a faculdade de autorizar as suas estações costeiras a recusar as communicações procedentes do navio infractor.

Em caso de divergencia entre duas administrações, o caso será submettido a julgamento arbitral a pedido de um dos governos interessados.

2.—DURAÇÃO DO SERVIÇO NAS ESTAÇÕES

ART. XIII

a) Estações costeiras.

1. O serviço das estações costeiras será, tanto quanto possivel, permanente de dia e de noite, sem interrupção.

Entretanto, certas estações costeiras poderão ter o serviço limitado.

Cada administração fixará, nesse caso, as horas do serviço.

2. As estações costeiras cujo serviço não for permanente não poderão fechar-se antes de ter transmitido seu radiotelegrammas aos navios que estiverem a seu alcance, nem antes de ter recebido dos navios os radiotelegrammas annunciados.

Esta disposição será igualmente applicavel sempre que os navios assignalarem sua presença antes do terminar definitivamente o trabalho da estação.

b) Estações de bordo.

3. As estações de bordo serão classificadas em tres categorias:

1) Estações com serviço permanente;

2) Estações com serviço limitado;

3) Estações sem obrigação determinada;

Durante a navegação as estações de bordo devem estar permanentemente em posição de escuta: 1ª, as estações de primeira categoria; 2ª, as estações de segunda categoria, nas horas em que estiver aberto o seu serviço; fóra dessas horas, as estações de segunda categoria devem vir escutar nos dez primeiros minutos de cada hora.

As estações da terceira categoria não estarão sujeitas a nenhum serviço regular de escuta.

E' attribuição dos governos que concedem as licenças especificadas no art. IX fixar a categoria na qual é classificada o navio, sob o ponto de vista de suas obrigações em materia de escuta. A menção desta classificação é expressa na licença.

3.—REDACÇÃO E APRESENTAÇÃO DOS RADIOTELEGRAMMAS

ART. XIV

1) Os radiotelegrammas deverão ter, como primeira palavra do preambulo, a indicação de serviço cradiao.

2) Na transmissão de radiotelegrammas procedentes dos navios são indicadas no preambulo: a data e a hora da apresentação á estação de bordo.

3) Na reexpedição pela rede telegraphica a estação costeira inscreverá como indicação da estação de procedencia o nome do navio de origem tal como figura na nomenclatura e ainda se for possivel, o nome do navio que serviu de intermedio. Estas indicações são seguidas do nome da estação costeira.

ART. XV

1) O endereço dos radiotelegrammas destinados aos navios deve ser tão completo quanto possivel. Deverá ser obrigatoriamente redigido do seguinte modo:

a) Nome ou qualidade do destinatario, com indicação complementár, si houver;

b) Nome do navio tal como figura na primeira columna da nomenclatura;

c) Nome da estação costeira tal qual figura na nomenclatura.

Entretanto, o nome do navio poderá ser substituido por uma indicação de percurso effectuado pelo navio e determinado pelo nome dos pontos de procedencia ou destino, ou por qualquer outra referencia equivalente, a risco e prejuizo do

2) O nome do navio, tal qual figura na primeira columna da nomenclatura, é, em qualquer caso e independente de qualquer extensão, contado como uma só palavra quando estiver no endereço.

3) Os radioteogrammas redigidos por meio de código internacional de sinais serão transmitidos a destino sem ser traduzidos.

4 — TAXAÇÃO

ART. XVI

1) A taxa costeira e a taxa de bordo, segundo a tarifa fixada por palavra pura e simples, tendo por base uma remuneração equitativa ao trabalho radiotelegraphico, com aplicação facultativa de um minimo de taxa para cada radiotelegrama.

A taxa costeira não pôde exceder de 60 centimos por palavra e a de bordo de 10 centimos tambem por palavra. Entretanto, a cada uma das administrações cabe a faculdade de autorizar taxas costeiras e de bordo superiores ao maximo admitido, quando a estação tiver um alcance superior a 400 milhas nauticas ou quando a estação fór excepcionalmente onerosa em virtude das condições materias de sua instalação e de sua exploração.

O minimo facultativo da taxa para os radioteogrammas não pôde ser superior á taxa costeira ou á taxa de bordo de um radiotelegrama de 10 palavras.

2) No percurso pelos fios telegraphicos, aos radioteogrammas procedentes ou destinados a um paiz e trocados directamente com as estações costeiras desse paiz, a taxa applicavel pela transmissão não deve exceder, em média, á do regimen interior desse paiz.

Essa taxa é calculada por palavra pura e simples, com um minimo facultativo de percepção não excedente á taxa de dez palavras. Essa taxa é notificada em francos pela Administração do paiz do que depende a estação costeira.

Nos paizes do regimen europeu, á excepção da Russia e da Turquia, ha somente uma taxa para o territorio de cada paiz.

ART. XVII

1) Sempre que qualquer radiotelegrama procedente de um navio e destinado a uma estação de terra transitar por uma ou duas estações de bordo, a taxa comprehendêrã não só a de procedencia de bordo e a da estação costeira, como tambem a dos fios telegraphicos e a de bordo de cada um dos navios que tomarem parte na transmissão.

2) O expedidor de qualquer radiotelegrama procedente de estação terrestre e destinado a bordo pôde pedir que o seu despacho seja transmitido por intermedio de uma ou duas estações de bordo.

Para esse effeito pagará as taxas radiotelegraphicas e telegraphicas e, além disso, depositará, a titulo de arrhas, uma quantia a fixar pela estação de procedencia para pagamento das taxas de transito, fixadas no paragrapho I e pertencentes ás estações de bordo intermediarias; o expedidor deve tambem satisfazer, á sua escolha, a taxa de um telegrapho de cinco palavras ou o preço de franquia de uma carta a expedir pela estação costeira á de procedencia dando os esclarecimentos necessários para a liquidação das arrhas depositadas.

O radiotelegrama será então aceito, a risco e prejuizo do expedidor, e levará antes do endereço a indicação eventual taxada «x retransmissões telegraphicas» ou «x retransmissões de cartas» (x representando numero de retransmissões pedidas pelo expedidor), conforme o expedidor deseja que os esclarecimentos necessários á liquidação das arrhas sejam dados pelo telegrapho ou pelo correio.

3) A taxa dos radioteogrammas procedentes de bordo e destinados a outros navios e encaminhados por intermedio de uma ou duas estações costeiras comprehendêrã:

As taxas de bordo dos dous navios, a taxa da estação costeira ou das duas estações costeiras, segundo o caso, e eventualmente a taxa telegraphica applicavel ao percurso entre as duas estações costeiras.

4) A taxa dos radioteogrammas trocados entre os navios sem a intervenção de uma estação costeira comprehendêrã as taxas de bordo dos navios de procedencia e de destino augmentadas das taxas de bordo das estações intermediarias.

5) As taxas costeiras e de bordo devidas ás estações de transito são as mesmas que as fixadas para aquellas estações, sempre que estas ultimas estações sejam de procedencia ou de destino. Em qualquer caso ellas só serão percebidas uma vez.

6) Para toda estação costeira intermediaria a taxa a perceber para o serviço de transito é a mais elevada das taxas costeiras relativas á troca directa com os dous navios em comunicação.

ART. XVIII

O paiz em que estiver montada uma estação costeira servindo de intermediaria para a troca de radioteogrammas entre uma estação de bordo e um outro paiz é considerado, na procedencia ou da aplicação das taxas telegraphicas, como paiz de paiz de transito.

5. PERCEPÇÃO DAS TAXAS

ART. XIX

1) A taxa total dos radioteogrammas é cobrada do expedidor, á excepção:

1) das despesas de expresso (art. LVIII, paragrapho 1º do Regulamento Telegraphico); 2) das taxas applicaveis ás reuniões ou alterações de palavras não admitidas, constataes pela estação de destino (art. XIX paragrapho 9º do Regulamento Telegraphico) as quaes serão cobradas do destinatario.

As estações de bordo devem possuir as tarifas necessarias á applicação desta disposição. Fica-lhes, entretanto, facultado consultar as estações costeiras a respeito da taxação dos radioteogrammas quando não tenham á mão os elementos necessarios.

2) A contagem das palavras da estação de procedencia é decisiva a respeito dos radioteogrammas destinados a bordo; do mesmo modo é decisiva a contagem de bordo para os radioteogrammas de sua procedencia, tanto para os effeitos de transmissão como para as contas internacionaes.

Quando o radiotelegrama fór redigido total ou parcialmente na lingua do paiz de destino, em caso de radioteogrammas procedentes de navios, ou na lingua do paiz de que depender o navio, si se tratar de radioteogrammas destinados a navios, e contiver reuniões ou alterações de palavras contrarias ao uso da mesma lingua, a estação de bordo de destino terá a faculdade de cobrar do destinatario a importancia da taxa não paga pelo expedidor.

Em caso de recusa do pagamento o radiotelegrama poderá ser retido.

6. TRANSMISSÃO DOS RADIOTELEGRAMMAS

a) Sinaes de transmissão

ART. XX

Os sinais empregados são os do Código Morse Internacional.

ART. XXI

Os navios em caso de perigo farão uso do signal - - - - - repetido com curtos intervallos, seguido das indicações necessarias.

Desde que qualquer estação perceba o signal de perigo, suspenderá a correspondencia que estiver fazendo não a retomará sinão depois que estiver certa de que a comunicação motivada pelo chamado de soccorro está concluida.

As estações que perceberem um chamado de soccorro deverão conformar-se com as indicações dadas pelo navio que fizer a chamada, tanto na ordem das comunicações como na terminação das mesmas.

Quando uma série de chamados de soccorro fór acompanhada do indicativo de chamada de determinada estação, só a esta estação cabe attender o chamado, a menos que ella não responda. Faltando a indicação de uma estação determinada, qualquer que ouvir o pedido de soccorro está na obrigação de responder.

ART. XXII

Para dar ou pedir esclarecimento ao serviço radiotelegraphico, as estações devem fazer uso dos sinais contidos na lista annexa ao presente Regulamento.

b). Ordem de transmissão

ART. XXIII

Entre duas estações os radiotelegrammas da mesma categoria são transmitidos isoladamente na ordem alternativa ou por séries de varios radiotelegrammas, segundo a indicação da estação costeira, com a condição do que o tempo para transmissão de cada série não exceda de 15 minutos.

c). Chamada das estações e transmissão dos radiotelegrammas

ART. XXIV

1) Em geral é a estação de bordo que chama a estação costeira, haja ou não radiotelegrammas para transmitir.

2) Nas aguas em que o trafego radiotelegraphico é intenso (A Mancha, etc.) a chamada do navio para uma estação costeira não pôde, em regra, fazer-se sinão quando a estação costeira estiver no alcance normal da estação de bordo e sempre que o navio esteja a distancia inferior a 75 "l" do alcance normal da estação costeira.

3) Antes de fazer a chamada a estação costeira ou a estação de bordo deverá regular o trafego radiotelegraphico e o respectivo systema receptor e certificar-se de que nenhuma outra comunicação está sendo feita no seu raio de alcance: si houver comunicação, logo que haja perturbação de qualquer correspondência, a estação costeira ou de bordo cessará a chamada, salvo reconhecendo que a chamada não é susceptível de perturbar as comunicações em andamento.

Inversamente as estações de bordo ou a costeira quando tiver de responder a chamada que lhe fór feita tomarão a mesma cautela.

4) Para fazer a chamada as estações empregarão a onda normal da estação que tenham de chamar.

5) Si, não obstante as precauções acima, qualquer transmissão radiotelegraphica ficar embarçada, a chamada deverá cessar ao primeiro pedido de qualquer estação costeira aberta a correspondência publica. Esta estação deverá indicar logo a duração approximada da espera.

6) A estação de bordo deve comunicar a cada estação costeira a que tenha assignallado a sua presença o momento em que tenha de interromper as suas operações e qual o tempo provavel da interrupção.

ART. XXV

1) A chamada compõe-se de signal — — — — do indicativo da estação chamada, emitido tres vezes, e da preposição «de» seguida do indicativo da estação expedidora, emitido tres vezes.

2) A estação chamada responde dando o signal — — — — seguido do indicativo da estação correspondente, emitido tres vezes da preposição «de» do seu proprio indicativo e do signal — — — —.

3) As estações que desejarem comunicar-se com os navios, sem que conheçam os nomes daquelles se acham em seu raio de alcance, empregarão o signal — — — — (signal de procura). As disposições dos paragraphos 1º e 2º são igualmente applicaveis a transmissão do signal de procura e a resposta a este signal.

ART. XXVI

Quando qualquer estação não responder ao signal de chamada emitido tres vezes com o intervalo de dous minutos, elle não pôde ser renovado sinão depois de um intervalo de quinze minutos e isso mesmo quando a estação que tiver feito a chamada estiver certa de que nenhuma outra comunicação radiotelegraphica está em andamento.

ART. XXVII

Qualquer estação que tenha de effectuar a transmissão empregando grande potencia emitirá previamente tres vezes o signal de prevenção — — — — com a potencia minima necessaria para attingir as estações vizinhas. Somente começará a transmitir com grande potencia 30 segundos depois de ter feito o signal de prevenção.

ART. XXVIII

1) Logo que a estação costeira tenha respondido, a estação de bordo dar-lhe-á os esclarecimentos abaixo especificados, si tiver radiotelegrammas a transmitir; esses esclarecimentos serão igualmente fornecidos sempre que a estação costeira os pedir:

a) a distancia approximada em milhas nauticas do navio a estação costeira;

b) a posição do navio indicada de fórma concisa e adaptada às circumstancias respectivas;

c) o nome do proximo porto em que tocará o navio;

d) o numero de radiotelegrammas, si forem de extensão normal, o numero de palavras, si forem de extensão excepcional.

A velocidade do navio em milhas nauticas será especialmente indicada a pedido expresso da estação costeira.

2) A estação costeira, quando responder, procederá como determina o paragrafo 1º, indicando o numero de radiotelegrammas ou o numero de palavras a transmitir para bordo, bem assim a ordem de transmissão.

3) Si a transmissão não puder ser feita immediatamente a estação costeira comunicará a estação de bordo a duração provavel da espera.

4) Si uma estação de bordo fór chamada e não puder momentaneamente receber, deverá informar a que chama qual a duração approximada da espera.

5) Na troca de correspondência entre duas estações de bordo, cabe a estação chamada o direito de fixar a ordem da transmissão.

ART. XXIX

Sempre que uma estação costeira fór chamada, ao mesmo tempo, por muitas estações de bordo, cabe-lhe decidir da ordem em que estas estações devem ser admitidas para fazer a correspondência.

Para orientar a ordem da correspondência a estação costeira inspirar-se-á unicamente na necessidade de permitir que qualquer estação interessada troque o maior numero possível de radiotelegrammas.

ART. XXX

Antes de começar a troca da correspondência a estação costeira comunicará a estação de bordo si a transmissão se fará na ordem alternativa, ou por serie (Art. XXIII). Em seguida a estação costeira começará a transmissão ou fará convite para recepção (— — —).

ART. XXXI

A transmissão do radiotelegramma é precedida do signal — — — — e terminada pelo signal — — — — seguido do indicativo da estação expedidora e do signal — — — —.

No caso de uma serie de radiotelegrammas, o indicativo da estação expedidora e o signal — — — — somente serão dados no fim da serie.

ART. XXXII

Sempre que o radiotelegramma contiver mais de 40 palavras, a estação expedidora interromperá a transmissão com o signal — — — — — depois de cada serie de 20 palavras, mais ou menos, e só continuará a transmissão depois de ter obtido da estação correspondente a repetição da ultima palavra bem entendida seguida do dito signal ou, si a recepção fór boa, do signal — — — —.

No caso de transmissão por séries, o aviso de recepção é dado depois de cada radiotelegramma.

As estações costeiras occupadas com a transmissão de radiotelegrammas extensos devem suspender a transmissão no fim de cada periodo de 15 minutos e ficar silenciosas durante tres minutos antes de continuar a transmissão. As estações costeiras e de bordo que trabalharem nas condições previstas no art. XXV, § 2º, devem suspender o trabalho no fim de cada periodo de 15 minutos e ficar a escuta com o ou de 900 metros durante tres minutos antes de continuar a transmissão.

ART. XXXIII

1) Quando os signaes se tornam duvidosos, convém enviar todos os esforços possiveis para a conclusão da transmissão. Para esse fim o radiotelegramma é transmitido tres vezes no maximo, a pedido da estação receptora.

Si, apesar dessa tripla transmissão, os sinais ainda forem ilegíveis, o radiotelegrama não é considerado. Se o aviso de recepção não for recebido, a estação transmissora chamará de novo a estação correspondente. Se nenhuma resposta for dada depois de tres chamadas, a transmissão não proseguirá. Neste caso, a estação transmissora tem a faculdade de obter o aviso de recepção por intermédio de uma outra estação radiotelegraphica, utilizando, si for possível, as linhas da rede telegraphica.

2) Si a estação receptora julgar que, apesar de uma recepção defeituosa, o radiotelegrama pôde ser remetido, ella interverá no fim do preambulo a indicação de serviço de recepção duvidosa e dará curso ao radiotelegrama.

Nestas condições, a Administração de que depender a estação costeira reclamará as taxas, conforme o art. XLIII do vigente Regulamento. Todavia, si a estação de bordo transmitir ulteriormente o radiotelegrama a uma outra estação costeira da mesma Administração, esta não poderá reclamar ainda as taxas relativas a uma só transmissão.

d) Aviso de recepção e fim do trabalho

ART. XXXIX

1) O aviso de recepção dar-se-á pela forma prescrita no Regulamento Telegraphico Internacional, devendo ser precedido do indicativo da estação transmissora e seguido do indicativo da estação receptora.

2) O fim do trabalho entre duas estações será indicado por ambas por meio do signal - - - - - seguido de sua propria indicação.

c) Direcção a dar aos radiotelegrammas

ART. XL

1) Em regra a estação de bordo deverá transmitir os seus radiotelegrammas a estação costeira mais proxima.

Entretanto, si a estação de bordo puder escolher entre diversas estações que se achem a distancias eguaes, ou mais ou menos eguaes, deverá dar preferença áquella que estiver estabelecida em territorio do paiz de destino ou de transito normal de seus radiotelegrammas.

2) Todavia, um expedidor a bordo de um navio tem o direito de indicar a estação costeira pela qual deseja que o seu radiotelegrama seja expedido.

A estação de bordo esperará então até que essa estação costeira seja a mais proxima.

Excepcionalmente a transmissão poderá ser effectuada para uma estação costeira mais afastada, desde que:

a) o radiotelegrama seja destinado ao paiz em que está situada essa estação costeira e provenha de navio dependente do mesmo paiz;

b) para os chamados e transmissão ambas as estações utilizem uma onda de 1.800 metros;

c) a transmissão por uma onda deste comprimento não perturbe uma transmissão effectuada por meio de uma onda do mesmo comprimento por uma estação costeira mais proxima;

d) a estação de bordo se ache a uma distancia de mais de 50 milhas nauticas de qualquer estação costeira indicada na Nomenclatura.

A distancia de 50 milhas poderá ser reduzida a 25 milhas sob a condição de que a potencia maxima nos bornos do gerador não exceda a 5 kilowatts e que as estações de bordo sejam estabelecidas de accordo com os arts. VII e VIII. Esta redução de distancia não é applicavel nos mares, bahias ou golfos cujas margens pertençam a um só paiz e cuja abertura no alto mar tenha menos de 100 milhas

7 - ENTREGA DOS RADIOTELEGRAMMAS A SEU DESTINO

ART. XXXVI

Quando, por qualquer motivo, um radiotelegrama proveniente de um navio no mar e destinado a uma estação em terra firme não puder ser entregue ao destinatario, será expedido um aviso de não entrega. Este aviso deverá ser dirigido a estação costeira que recebeu o radiotelegrama primitivo.

Esta ultima, após a verificação do endereço, reexpedirá o aviso ao navio, si possível for; em caso de necessidade o fará por intermédio de outra estação costeira do mesmo paiz ou de paiz vizinho.

Quando um radiotelegrama chegar a uma estação de bordo e não puder ser entregue, esta estação deverá dar co-

nhecimento disso a estação de bordo expedidora, por meio de um aviso de serviço. No caso dos radiotelegrammas procedentes de estações de terra firme, este aviso será transmitido á estação costeira pela qual transiteu o radiotelegrama, ou si for possível, a uma outra estação costeira do mesmo paiz ou de paiz vizinho.

ART. XXXVII

Si o navio a que for destinado o radiotelegrama não tiver assignalado a sua presença á estação costeira no prazo indicado pelo expedidor ou, na falta dessa indicação, até a manhã do oitavo dia, essa estação costeira deverá fazer a respectiva comunicação á estação de procedencia que, por sua vez, disse informará o expedidor.

Este tem a faculdade de pedir por aviso de serviço taxado, telegraphico ou postal, dirigido á estação costeira, que o seu radiotelegrama fique retido durante um novo periodo de 9 dias para ser transmitido ao navio e assim por diante. Na falta de tal pedido, o radiotelegrama será posto no refugio expirado o nono dia (dia do deposito, que não é comprehendido).

Entretanto, si a estação costeira tiver certeza de que o navio sahio de seu rio de água, antes que ella lhe pudesse transmitir o radiotelegrama, deverá dar conhecimento disso á estação de procedencia, que sem demora avisará o expedidor de que foi annullado o despacho. Todavia o expedidor poderá, por aviso de serviço taxado, pedir á estação costeira que transmita o radiotelegrama por occasião da mais proxima passagem do navio.

8 - RADIOTELEGRAMMAS ESPECIAES

ART. XXXVIII

Só são admittidos:

1) Os radiotelegrammas com resposta paga. Estes radiotelegrammas deverão trazer antes do endereço a indicação «resposta paga» ou «R P», completada com a menção da quantia previamente paga para a resposta. «Resposta paga fr. xx» ou «R P fr. xx».

O vale de resposta expedido a bordo de um navio dá a faculdade de expedir, no limite de seu valor, um radiotelegrama para qualquer destino, a partir da estação de bordo que emittiu o vale.

2) Os radiotelegrammas com cotejo.

3) Os radiotelegrammas a remetter por expressos. Unicamente quando a importancia das despesas do expresso for cobrada do destinatario. Os paizes que não puderem adoptar esses radiotelegrammas deverão comunicar á Secretaria Internacional. Os radiotelegrammas a remetter por expressos quando se destinarem ao paiz sobre cujo territorio se acha a estação costeira correspondente.

4) Os radiotelegrammas a remetter pelo correio.

5) Os radiotelegrammas multiplos.

6) Os radiotelegrammas com aviso de recepção. Sómente no que diz respeito á notificação da data e da hora em que a estação costeira transmitiu para bordo o radiotelegrama dirigido a esta ultima.

7) Os avisos de serviço taxados. Com excepção daquelles que pedem uma repetição ou um esclarecimento.

Todavia, quanto aos avisos de serviço taxados, é permitido o percurso nas linhas telegraphicas.

8) Os radiotelegrammas urgentes. Sómente quanto ao percurso nas linhas telegraphicas, observada a applicação do Regulamento telegraphico internacional.

ART. XXXIX

Os radiotelegrammas podem ser transmitidos por uma estação costeira a um navio ou por um navio a outro, em virtude de uma reexpedição por via postal a ser effectuada a partir de um porto de atracação do navio receptor.

Estes radiotelegrammas não admittem nenhuma retransmissão radiotelegraphica.

O seu endereço deve ser redigido da maneira seguinte:

1) A indicação taxada «Correio» seguida do nome do porto em que o radiotelegrama deve ser entregue ao correio.

2) Nome e endereço completo do destinatario.

3) Nome e estação de bordo que deve effectuar o despacho no correio.

4) No caso de possibilidade, o nome da estação costeira. Exemplo: Poste Buenos-Ayres Martinez Calle Prat Val-paiz Avon Lizard.

A taxa comprehende, além das taxas radiotelegraphicas e telegraphicas, uma somma de 25 centimos para a franquia postal do radiotelegramma.

B. ARCHIVO

ART. XL

Os originaes dos radiotelegrammas, bem como os documentos relativos aos mesmos retidos pelas administrações, serão guardados com toda a precaução, quanto ao selillo, durante 15 mezes, a contar do mez immediato ao deposito do radiotelegramma.

Esses originaes e documentos serão, tanto quanto possível, enviados, pelo menos uma vez por mez, pelas estações de bordo ás administrações de que dependem.

10. ANULLAÇÕES E RESTITUIÇÕES

ART. XLII

Relativamente ás annullações e restituções far-se-ha applicação do regulamento telegraphico internacional, levando em conta as restricções indicadas nos arts. XXVIII e XXXIX do presente regulamento e sob as condições seguintes:

O tempo empregado na transmissão radiotelegraphica e o da permanência do radiotelegramma na estação costeira, para os radiogrammas destinados aos navios, ou na de bordo, para os procedentes dos navios, não entrará nos lapsos de tempo apreciáveis para as annullações e restituções.

Si a estação costeira der conhecimento de origem de que um radiotelegramma não pôde ser transmitido ao navio destinatario, a administração do paiz de origem promoverá immediatamente a restituição ao expedidor das taxas costeiras e de bordo relativas a esse radiotelegramma. Neste caso, as taxas restituídas não entrarão nas contas previstas no art. XLII, mas o radiotelegramma nellas é mencionado para estatística.

A restituição é devida pelas diferentes administrações e empresas particulares que participarem do encaminhamento do radiotelegramma, entrando cada uma com a sua quota-parte.

Todavia, os radiotelegrammas a que são applicaveis os arts. VII e VIII da Convenção de S. Petersburgo ficarão submettidos ás disposições do Regulamento Telegraphico Internacional, salvo quando acceitação desses radiotelegrammas for o resultado de um erro de serviço.

2. Quando o aviso de recepção de um radiotelegramma não chegar á estação que os transmitiu, a taxa só será restituída quando ficar provado que o radiotelegramma dá lugar á restituição.

11. CONTABILIDADE

ART. XLIII

1. As taxas costeiras e de bordo não entram nas contas previstas no Regulamento Telegraphico Internacional. As contas relativas a essas taxas serão liquidadas pelas administrações dos paizes interessados.

Serão organizadas pelas administrações de que dependem as estações costeiras e por ellas comunicadas ás administrações interessadas. No caso de ser a exploração das estações costeiras independente da administração do paiz, o explorador dessas estações pôde substituir a administração do paiz quanto ás alludidas contas.

2. Para a transmissão nas linhas telegraphicas, o radiotelegramma é considerado, sob o ponto de vista das contas, conforme o disposto no regulamento telegraphico.

3. Tratando-se de radiotelegrammas procedentes de navios, a administração de que depende a estação costeira debitará a administração de que depende a estação de bordo expedidora pelas taxas costeiras e telegraphicas ordinarias, pelas taxas totaes cobradas pelas respostas pagas, pelas taxas costeiras e telegraphicas de cotejo, pelas taxas relativas á entrega por expresso (no caso previsto no art. XXXVIII) ou por correio e pelas taxas referentes a cópias supplementares.

A Administração de que depende a estação costeira creditará, quando for possível, por meio das contas telegraphicas ou por intermédio dos Governos que participarem da transmissão dos radiotelegrammas, a Administração de que depende a estação de destino pelas taxas totaes relativas ás respostas pagas. Relativamente ás taxas telegraphicas, ás taxas relativas á entrega por expresso ou pelo correio e ás taxas supplementares, proceder-se-ha conforme o regulamento telegraphico, sendo considerada a estação costeira como estação telegraphica de procedencia.

Para os radiotelegrammas destinados a paiz situado além daquello a que pertence a estação costeira, as taxas telegraphicas a liquidar, conforme as disposições supra, são as que provêm ou dos quattros A e B annexos ao regulamento telegraphico internacional ou de accórdos especiaes firmados entre as Administrações dos paizes limitrophes e por ellas publicadas, e não as taxas que poderiam ser cobradas, segundo as disposições dos arts. XXIII, paragrafo 1º, XXVII, paragrafo 1º do regulamento telegraphico.

Tratando-se de radiotelegrammas e avisos de serviço taxados destinados a navio, a Administração de que é subordinada a estação de procedencia é debilitada directamente pela de que depende a estação costeira pelas taxas costeiras e de bordo. Entretanto, as taxas totaes relativas ás respostas pagas, si as houver, serão creditadas, de paiz a paiz, por meio das contas telegraphicas, até a Administração de que depende a estação costeira. Relativamente ás taxas telegraphicas, ás taxas provenientes da entrega por via postal e ás cópias supplementares, proceder-se-ha conforme o disposto no regulamento telegraphico. A Administração de que depende a estação costeira creditará a de que depende o navio destinatario pela taxa de bordo, pelas taxas que cabem ás estações intermediarias, si houver, pela taxa total cobrada para as respostas pagas, pela taxa de bordo referente ao cotejo, bem como pelas taxas cobradas para cópias supplementares e para a entrega por via postal.

Os avisos de serviço taxados e as respostas pagas são considerados nas contas radiotelegraphicas, sob todos os pontos de vista, como outros radiotelegrammas.

Relativamente aos radiotelegrammas encaminhados por via postal, a Administração de bordo intermediarias, cada qual debitará a estação de bordo de procedencia; si se tratar de um radiotelegramma procedente de um navio ou de um destino, si se tratar de um radiotelegramma destinado a um navio, pela taxa de bordo a ella pertencente pelo transitio.

4. A liquidação das contas relativas á correspondência trocada entre as estações de bordo far-se-ha directamente entre as companhias que exploram essas estações, sendo debilitada a estação de procedencia pela de destino.

As contas mensaes que servem de base á contabilidade especial dos radiotelegrammas serão estabelecidas discriminando nas indicações uteis de cada radiotelegramma e dentro do prazo de seis mezes a partir do mez a que se referem.

Os governos reservam-se a facultade de firmar entre si e com companhias particulares (empresas que exploram estações radiotelegraphicas, companhias de navegação etc.) accórdos especiaes, tendo em vista a adopção de outras disposições relativas á contabilidade.

12.—SECRETARIA INTERNACIONAL

ART. XLIII

As despesas supplementares, provenientes do funcionamento da Secretaria Internacional, no tocante á radiotelegraphia, não deverão exceder de 80.000 francos por anno, não comprehendidas as despesas que possam provir da realização de uma conferencia internacional. As Administrações dos paizes contractantes estão distribuidas em seis classes:

1ª classe:

União da Africa do Sul; Alemanha; Estados Unidos da America; Alaska; Hawaii e outras possessões americanas da Polynesia; Ilhas Philippinas; Porto Rico e as possessões americanas nas Antilhas; Zona do Canal do Panamá; Republica Argentina; Australia; Austria; Brasil; Canada; França; Grã-Bretanha; Hungria; Indias Britannicas; Italia; Japão; Nova-Zelandia; Russia; Turquia.

2ª classe:

Espanha.

3ª classe:

Asia Central Russa (littoral do mar Caspio); Belgica; Chile; Chosen; Formosa; Sakhalina Japonesa e o território de Kwantung; Indias Neerlandesas; Noruega; Paizes-Baixos; Portugal; Rumania; Siberia Occidental (littoral do Oceano Greal); Siberia Oriental (littoral do Oceano Pacifico); Suecia.

4ª classe:

Africa Oriental Alemã; Africa Alemã do Sudoeste; Camerão; Togo; Protectorados Alemães do Pacifico; Dinamarca; Egypto; Indo-China; Mexico; Sião; Uruguay.

5ª classe:

Africa Occidental franceza; Bósnia-Herzegovina; Bulgaria; Madagascar; Tunisia.

6ª classe:

Africa equatorial franceza; Africa occidental portugueza; Africa oriental portugueza e possessões atlanticas; Bonkhar; Congo Belga; Colonia de Curaçao; Colonia hespanhola do Golfo de Guiné; Erythra; Khiva; Marrocos; Monaco; Persia; São Martinho; Somal Italiano.

ART. XLIV

As diferentes administrações remetterão á Secretaria Internacional um quadro, conforme o modelo anexo, contendo as indicações enumeradas no alludido quadro para as estações a que se refere o art. V do regulamento.

As modificações posteriores aos supplementes serão communicadas pelas administrações á Secretaria Internacional do dia 1 a 10 de cada mez.

Com o auxilio desses elementos a Secretaria organizará a nomenclatura prevista no art. V. A nomenclatura será distribuída ás Administrações a que possa interessar, podendo tambem ser vendida ao publico pelo preço do custo.

A Secretaria Internacional velará para que se evite a adopção de indicativos identicos para as estações radiotelegráficas.

12. TRANSMISSÕES METEOROLOGICAS, HORARIAS E OUTRAS

ART. XLV

1) As administrações darão as necessarias providencias para fazer chegar ás suas estações costeiras os telegrammas meteorologicos contendo as indicações relativas a região dessas estações. Estes telegrammas, cujo texto não deve exceder de 20 palavras, serão transmitidos aos navios que os solicitarem. A taxa respectiva será levada á conta dos navios destinatarios.

2) As observações meteorologicas feitas por navios para esse fim designados pelos paizes de que dependem, poderão ser transmitidas uma vez por dia, como avisos de serviço taxados, ás estações costeiras autorizadas a recebê-las pelas administrações interessadas, que designarão tambem as estações meteorologicas a que estas observações deverão ser dirigidas pelas estações costeiras.

3) Os sinais horarios e os telegrammas meteorologicos serão transmitidos uns apos outros de maneira que a duração total da sua transmissão não exceda de 10 minutos.

Em regra, durante essa transmissão, todas as estações radiotelegraphicas cujo funcionamento possa perturbar a recepção desses sinais e telegrammas farão silencio, de maneira a permitir que os alludidos telegrammas e sinais sejam recebidos pelas estações que quizerem.

Far-se-á excepção para os casos de perigo e telegrammas do Estado.

As administrações facilitarão a communicação ás agencias de informações maritimas desde que digam respeito a esclarecimentos relativos a avarias e sinistros maritimos ou que sejam de interesse geral para a navegação e de que as estações costeiras possam regularmente dar conhecimento.

11. DISPOSIÇÕES GERAES

ART. XLVI

As transmissões trocadas entre as estações de bordo devem effectuar-se de maneira a não perturbar o serviço das estações costeiras, devendo estas ter o direito de prioridade para a correspondencia publica.

ART. XLVII

As estações costeiras e as de bordo são obrigadas a participar da transmissão dos radiotelegrammas, quando a communicação não puder ser estabelecida directamente entre as estações de procedencia e de destino.

O numero de transmissões é limitado a dois.

Tratando-se de radiotelegrammas destinados á terra firme, si se poderá fazer uso das retransmissões para attingir a estação costeira mais proxima.

A retransmissão deve estar subordinada á condição de que a estação intermediaria que recebe o radiotelegramma em transitio possa dar-lhe curso.

ART. XLVIII

Si o percurso de um radiotelegramma effectuar-se parte pelas linhas telegraphicas e outra parte por estações radiotelegraphicas dependentes de um Governo não contractante, poderá ser dado curso, com a condição de que as administrações de que dependam essas linhas ou estações tenham declarado querer applicar, si fôr possível, as disposições da Convenção e do Regulamento, que são indispensaveis ao encaminhamento regular dos radiotelegrammas e que seja a contabilidade assegurada.

Essa declaração será feita á Secretaria Internacional e levada ao conhecimento dos diferentes Governos que fazem parte da União Telegraphica.

ART. XLIX

As modificações do presente regulamento, que se tornarem necessarias em consequencias de deliberações das conferencias telegraphicas ultteriores, serão postas em vigor na data fixada para applicação das disposições estabelecidas em cada uma dessas conferencias.

ART. L

As disposições do regulamento telegraphico internacional são applicaveis, por analogia, á correspondencia radiotelegraphica, contanto que não sejam contrarias ás disposições do vigente regulamento.

São applicaveis á correspondencia radiotelegraphica as prescripções do art. XXVII, paragraphos 3 a 6, do regulamento telegraphico, relativos á percepção das taxas, as dos arts. XXVI e XLI, relativas á indicação da via a seguir, as dos arts. LXXV, paragrapho 1, LXXVIII e LXXIX, paragraphos 2 a 4, referentes ao estabelecimento das contas. Entretanto: 1º) o prazo de 6 mezes marcado pelo paragrapho 2 do art. LXXIX do regulamento telegraphico para a verificação das contas é elevado a 9 mezes, tratando-se dos radiotelegrammas; 2º) as disposições do art. XVI, paragrapho 2, não autorizam a transmissão gratuita, pelas estações radiotelegraphicas, dos telegrammas de serviço concernentes exclusivamente ao serviço telegraphico, nem tão pouco a transmissão franca, sobre as linhas telegraphicas, dos telegrammas de serviço exclusivamente radiotelegraphico; 3º) as disposições do art. LXXIX, paragraphos 3 e 5, não são applicaveis á contabilidade radiotelegraphica.

Em virtude da applicação das disposições do Regulamento telegraphico, as estações costeiras são consideradas como estações de transitio, salvo quando o regulamento radiotelegraphico estabelecer expressamente que essas estações deverão ser consideradas como estações de procedencia ou de destino.

De accordo com o art. XI da Convenção de Londres, o presente regulamento entrará em vigor no dia 1 de julho de 1913.

Em garantia do que os plenipotenciarios respectivos assignaram este Regulamento em um exemplar que ficará depositado nos Archivos do Governo britannico e de que será remetida uma por copia a cada parte contractante.

Pela Grã-Bretanha e varias Colonias e Protectorados Britannicos:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MAC DONOGH.

Pela União Sul-Africana:

RICHARD SOLOMON.

Pela Federação Australiana:

CHARLES BRIGHT.

Pelo Canada:

G. J. DESBARATS.

Pelas Indias Britannicas:

H. A. KIRK.

F. E. DEMPSTER.

Pela Nova Zelandia:

C. WRAY PALLISER.

Pela Alemanha e os Protectorados Allemães:

B. KOEHLER.
O. WACHENFELD.
Dr. KARL STRECKER.
SCHRADER.
GOETSCH.
Dr. EMIL KRAUSS.
FIELTIZ.

Pelos Estados Unidos da America e as Possessões dos Estados Unidos da America:

JOHN R. EDWARDS.
JNO. Q. WALTON.
WILLES L. MOORE.
LOUIS W. AUSTIN.
GEORGE OWEN SQUIER.
EDGAR RUSSEL.
C. MCK. SALTZMAN.
DAVID WOOSTER TOL.
JOHN HAYS HAMMOND, Jr.
WEBSTER.
W. D. TERRELL.
JOHN I. WATERBURY.

Pela Republica Argentina:
VICENTE J. DOMINGUEZ

Pela Austria:
DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL VON OSTHEIM.

Pela Hungria:
CHARLES FOLLERT.
DR. DE HENNYEY.

Pela Bosnia Herzegovina:
H. GOINGER, G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pela Belgica:
J. BANNEUX.
DELDIME.

Pelo Congo Belga:
ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pelo Brasil:
DR. FRANCISCO BHERING.

Pela Bulgaria:
IV. STOYANOVITCH:

Pelo Chile:
C. E. RICHARD.

Pela Dinamarca:
N. MEYER.
J. A. VOHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pelo Egypto:
J. S. LIDDELL.

Pela Hespanha e as Colonias Hespanholas:
JACORO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pela França e a Argelia:
A. FROUIN.

Pela Africa Occidental Franceza:
A. DUCHENE.

Pela Indo-China:
A. DUCHENE.

Pela Africa Equatorial Franceza:
A. DUCHENE.

Por Madagascar:

A. DUCHENE.

Pela Tunisia:
ET. DE FELCOURT.

Pela Grécia:
C. DOSIOS.

Pela Italia e as Colonias Italianas:
Prof. A. BATTELLI.

Pelo Japão e por Chosen, Formosa, Sakhalina Japoneza e o territorio arrendado de Kwantung:

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Por Marrocos:
MOHAMMED-EL-KABADJ.
U. ASENSIO

Por Monaco:
FR. POUSSEL.

Pela Noruega:
HEFTVE.
K. A. KNUSSON.

Pelos Paizes-Baixos:
C. J. C. A. POP.
J. P. GUÉPIN.

Pelas Indias Neerlandezas e a Colonia de Curaçau:
PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pela Persia:
MIRZA ABDUL GHAFAR KHAN.

Por Portugal e as Colonias Portuguezas:
ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pela Rumania:
C. BOERESCU.

Pela Russia e as Possessões e Protectorados Russos:
N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNY.
BARÃO A. WYKEKEN.

Pela Republica de São Marino:
ARTURO SERENA

Pelo Sião:
LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pela Suécia:
RYDIN.
HAMILTON.

Pela Turquia:
M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pelo Uruguay:
FED. R. VIDIELLA.

Abreviaturas	Pergunta	Resposta ou aviso
(C Q).....	Signal de procura, empregado por uma estação que deseja entrar em correspondencia.	Signal de procura, empregado por uma estação que deseja entrar em correspondencia.
(T R).....	Signal annuenciando a transmissão de indicações relativas a uma estação de bordo.	Signal annuenciando a transmissão de indicações relativas a uma estação de bordo.
(I).....	Signal indicando que uma estação vao emitir com grande potencia.	Signal indicando que uma estação vao emitir com grande potencia.
PRE	Desejaes communicar-vos com minha estação por meio do código internacional de sinais?	Desejo communicar-me com vossa estação por meio do código internacional de sinais.
QRA	Qual é o nome de vossa estação?	E a estação...
QRB	A que distancia vossa estação?	A distancia entre nossas estações é de.... milhas nauticas.
QRC	Qual é o vosso verdadeiro afastamento?	Meu afastamento verdadeiro é de.... grãos.
QRD	Para onde ides?	Vou a....
QRF	De onde vindes?	Ve ho de....
QRG	A que companhia ou linha de navegação pertenceis?	Pertongo a....
QRH	Qual é o vosso comprimento de onda?	Meu comprimento de onda é de.... metros.
QRJ	Quantas palavras tendes a transmitir?	Tenho.... palavras para transmitir.
QRK	Como recebeis?	Recebo bem.
QRL	Recebeis mal? Devo transmitir 2) vezes para permitir a regulagem de vossos aparelhos?	Recebo mal. Transmitti 20 vezes para que eu possa regular meus aparelhos.
QRM	Estaes perturbado?	Estou perturbado.
QRN	As perturbações atmosphericas são muito fortes?	As perturbações atmosphericas são muito fortes.
QRO	Devo augmentar a energia?	Augmentae a energia.
QRP	Devo diminuir a energia?	Diminui a energia.
QRQ	Devo transmittir mais depressa?	Transmitti mais depressa.
QRS	Devo transmittir mais devagar?	Transmitti mais lentamente.
QRT	Devo cessar a transmissão?	Cessa a transmissão.
QRU	Tenhes alguma coisa para mim?	Nada tenho para vós.
QRV	Estaes prompto?	Estou prompto. Tudo está em ordem.
QRW	Estaes occupado?	Estou occupado com uma estação ou com.... pouco que não interrompa.
QRX	Devo esperar?	Espereo. Eu vos chamarei ás horas ou.... quando houver necessidade.
QRY	Qual é a minha vez?	Vossa vez é numero....
QRZ	Meus sinais são fracos?	Vossos sinais são fracos.
QSA	Meus sinais são fortes?	Vossos sinais são fortes.
QSB	A intensidade é fraca? A scintilha é má?	A intensidade é fraca. A scintilha é má.
QSC	Os intervallos de transmissão são máos?	Os intervallos de transmissão são máos.
QSD	Comparemos nossos relógios. São.... horas: que horas são?	São.... horas.
QSF	Os radioteogrammas devem ser transmittidos em ordem alternativa ou por series?	A transmissão será feita em ordem alternativa.

Abreviaturas	Pergunta	Resposta ou aviso
QSG		A transmissão será feita por series de 5 radioteogrammas.
QSH		A transmissão será feita por series de 10 radioteogrammas.
QSI	Qual é a taxa a cobrar por....?	A taxa a cobrar é de....
QSK	O ultimo radioteograma foi annullado?	O ultimo radioteograma foi annullado.
QSL	Recebestes quitação?	Pego deis quitação.
QSM	Qual é o vosso verdadeiro tempo?	Meu verdadeiro tempo é de.... grãos.
QSN	Estaes em communicação com terra firme?	Não communico com terra firme.
QSO	Estaes em communicação com uma outra estação (ou com....)?	Estou em communicação com.... (por intermedio de....)
QSP	Devo avisar.... de que a chamo?	Aviso.... de que a chamo.
QSQ	Sou chamada por....?	Estaes sendo chamada por....
QSR	Expedireis o radioteograma....?	Expedirei o radioteograma....
QST	Recebestes uma chamada geral?	Chamada geral para todas as estações.
QSU	Peco vos que me chaméis logo que acabardes (ou ás.... horas).	Chamar-vos hei, logo que acabar.
QSV	Está sendo effectuada correspondencia publica?	Está sendo effectuada a correspondencia publica, pouco que não a interrompa.
QSW	Devo augmentar minha frequencia de scintilha?	Augmentae a frequencia de scintilha.
QSX	Devo diminuir minha frequencia de scintilha?	Diminui a frequencia de scintilha.
QSY	Devo transmittir com o comprimento de onda de.... metros?	Passemos a onda de.... metros.
QSZ		Transmitti cada palavra duas vezes; tenho dificuldade em receber vossos sinais.
QTA		Transmitti cada radioteograma duas vezes; tenho dificuldade em receber vossos sinais ou repeti o radioteograma que acabas de transmittir, a recepção delle está duvidosa.

Quando uma abreviatura for seguida de um ponto de interrogação ella se refere á pergunta indicada em frente a essa abreviatura.

EXEMPLO

- A - QRA? - Qual é o nome de vossa estação?
- B - SRA - Campanha - Aqui é a estação Campanha....
- A - QRG? - A que companhia ou linha de navegação pertenceis?
- B - QRG - Cunard - QRZ - Pertengo á linha Cunard. Vossos sinais são fracos.
- A estação A augmenta então a energia de sua transmissão e lança:
- A - QRK? - Como recebeis?
- B - QRK - Recebo bem.
- QRBSO - A distancia entre nossas estações é de 80 milhas nauticas.
- QRC62 - Meu verdadeiro afastamento é de 62 grãos, etc.

Estado sinalético das estações radiotel-graphicas

A) Estações costeiras

[illegible]

B) Estações de bordo

Nome	Nacionalidade	Indicativo de chamada	Alcance normal	Comprimento da onda em metros (o comprimento da normal é sublinhado)	Systema radiotelegraphico com os caracteristicos do systema emissor	Natureza dos serviços effectuados	Horas de abotura	Taxa de bordo		Observações — (Eventualmente nome e endereço do explorador)
								Por palavra em francos	Minimo para cada radiotelegraphema em francos	
								Navios de guerra		
								Navios mercantes		